

WORLD PRESS FREEDOM DAY

3 MAY 2020



As the [COVID-19] pandemic spreads, it has also given rise to a second pandemic of misinformation, from harmful health advice to wild conspiracy theories. The press provides the antidote: verified, scientific, fact-based news and analysis.

- UN Secretary-General António Guterres

2020 THEME:

JOURNALISM WITHOUT FEAR OR FAVOUR



Citoyens *.News*
no strings attached

- Libre et Collaborative -

Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Web : www.citoyens.news | Email : info@citoyens.news | Tel : 465 5282



Citoyens.News

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

A nos lecteurs, Citoyens

Nous sommes heureux de vous présenter en ce jour du '3 May 2020 - World Press Freedom Day', Citoyens.News, un hub de discussions, agrégateur de contenus disparates, de libre-échange entre citoyens de tous horizons qui souhaitent partager leur savoir, leurs opinions, faire circuler des nouvelles informationnelles ou informelles, s'exprimer sur des articles qui ont fait débat, publier des écrits autrement, brasser des informations libres, indépendantes, pluralistes et fiables.



DEV SUNNASY

Citoyens.News a été pensé à la demande de citoyens souhaitant publier différemment et sans attaches, las de lire toujours les mêmes scribes dans nos presses et de n'avoir que 'Facebook' comme autre alternative pour communiquer. Citoyens.News est un espace essentiellement dédié aux 'sans voix' pour palier à une alternative bien en deçà de leurs attentes.

Citoyens.News a pour objectif d'être un instrument d'échanges et de coopération créée pour compenser l'isolement, la solitude et les dangers du quietisme du confinement. Une formule saine pour réapprendre à être, exercer son libre arbitre et consulter son for intérieur.

Les siècles passés ont démontré que le peuple a toujours aimé communiquer. Au XIXe siècle il y avait en France, les « Salons » pour désigner une forme particulière de sociabilité. Plus proche de nous, en Afrique, nous avons toujours les « Griots », ces musiciens ambulants dépositaires du savoir. Et puis partout dans le monde, il y a le « Café », lieu de rencontre qui pouvait porter à changer d'avis, à produire de nouvelles idées, où l'on pouvait croiser des personnes venant d'autres horizons ayant des idées et des points de vue différents.

La distanciation sociale due à la pandémie en cours nous a ghettoisés et éloignés de ces points de rencontre.

Ce support se veut être un lieu d'entrée vers une grande quantité de contenus hétérogènes mais cohérents, un lieu de rapprochement entre les citoyens en apportant une valeur ajoutée à une communication qui à travers cette crise sanitaire ne cesse de s'effriter et de s'affaiblir.

La priorité de Citoyens.News est de regrouper des personnes consciencieuses pour en faire un groupe doué de conscience, de développer une communauté de personnes venant de domaines très différents, à les mettre en relation et produire un échange d'idées.

La revue est ouverte aux propositions venant de tous les champs, toutefois, dans la phase initiale une priorité est accordée aux domaines de la politique, l'économie, la justice, la loi, l'éducation, la santé, l'agro-écologie, la technologie, le sport ainsi qu'aux champs littéraires et artistiques.

Pour ce numéro zéro, plus de 50% de nos collaborateurs écrivent pour la première fois et plus de 50% publient un sujet pour la première fois. Nous invitons les citoyens de tous bords et la société civile dans son ensemble qui souhaitent écrire sur un sujet, de nous contacter, dans le respect du droit (sans diffamation, sans attaque personnelle, sans 'fake' news).

Nous invitons aussi les jeunes à l'écriture, « l'écriture étant la peinture de la voix » : Voltaire.

Citoyens.News souhaite créer deux rubriques k12 (moins de 12 ans) et k18 (12-18 ans) pour les prochains numéros.

Analyses

Confinement et rentrée parlementaire

Le confinement vient d'être étendu au 1 juin et les débats sur le Covid-19 bill «pas encore finalisés» ont été reportés. «L'attorney General» a expliqué sur la MBC la complexité et les 'compromis' entre santé publique et libertés des citoyens et nous attendrons les détails du texte de loi afin de commenter. Mais nous pouvons dès à présent souhaiter que ce texte de loi n'enfreigne pas les libertés fondamentales des citoyens (IBA, ICTA, PGA...) et surtout, que ces lois ne soient pas à durée indéterminée mais avec une date butoir.

Pour rappel, en Hongrie, le virus l'a emporté sur la démocratie. Sous couvert de lutter contre la pandémie, le premier ministre, Viktor Orbán s'est fait voter les pleins pouvoirs pour une « durée illimitée » par le parlement qui a ensuite suspendu ses travaux.

Economie en panne et budget 2020-2021

Le ministre des finances prévoit une baisse de 10% du PIB et un chômage estimé à 100,000 personnes à fin 2020. Si nous approuvons le soutien au secteur formel via le Wage Assistance Scheme (WAS), nous déplorons toutefois le plafond à Rs 2,550 par quinzaine pour le secteur informel. Par ailleurs, il serait judicieux qu'un salaire minimal déjà voté par le parlement vienne également soutenir ceux qui ne peuvent travailler pendant le confinement.

Par ailleurs, le WAS comporte des lacunes et ne soutient pas les entreprises au-delà de Rs 25,000. Le gouvernement n'ayant pas jugé utile de geler les loyers, les PME auront un choix à faire : Payer la différence des salaires ou payer les loyers et autres charges fixes.

Après discussions avec certaines associations de PME, il semble évident que la plupart n'ont pas de cashflow et rares sont celles qui ont 3 mois de réserves. C'est avec peine que je constate que les employés les plus à risque d'un dégraissage, soient ceux qui touchent un salaire au-delà de Rs 50,000 et pour lesquels les employeurs ne pourront les soutenir qu'à très court moyen terme, voire 2 mois.

La France et le Royaume-Uni, dont les impôts sont élevés, ont fait le choix de soutenir jusqu'à 84% de leurs salaires. N'est-il pas grand temps d'adapter un régime d'impôts progressif?

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Nos contribuables qui cotisent via leurs impôts et TVA, sont ceux qui paient les salaires de nos parlementaires, ministres et autres fonctionnaires. Une bonne partie de ces 'tax-payers' reçoivent Rs 5,100/ mois (le secteur informel), Les fonctionnaires reçoivent 100% de leurs salaires et les ministres reversent uniquement 10% de leurs salaires au 'Covid Fund', sans baisse de salaires. Le budget 2020/2021 devrait revoir de fond en comble le fonctionnement du service public et demander un effort transversal de la part de tous. La 'Transformation of Government' devrait être une priorité, comprenant la bonne gouvernance et la transparence, afin de limiter la migration de nos jeunes après l'épisode du Covid-19. Ce gouvernement pourrait-il rétablir la confiance?

Mutation et évolution du Corona virus

Plusieurs experts parlent depuis quelque temps de la mutation du coronavirus qui semblerait avoir muté en trois souches et poursuivre son attaque mortelle à travers le monde. Pour le Dr Peter Forster, généticien et chercheur à l'université de Cambridge: "il y a trop de mutations rapides afin de pouvoir aisément faire l'arbre généalogique du Covid-19".

Pour plusieurs chercheurs il existe 3 types de souche du coronavirus: A, B et C.

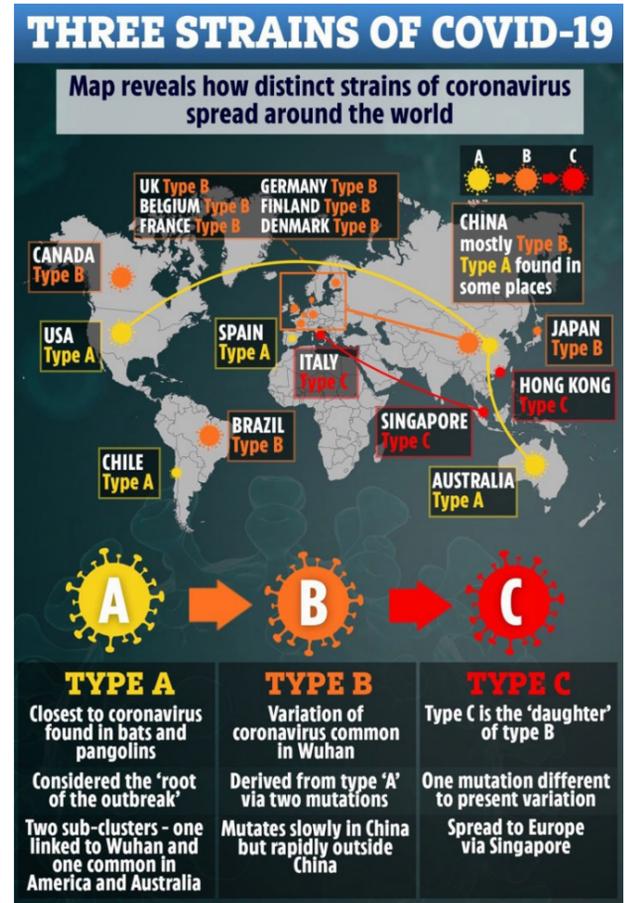
Le type A – découvert dans la chauve-souris et le pangolin – était présent à Wuhan, mais n'était pas la catégorie prédominante. D'autres versions mutantes du type-A ont été découvertes aux Etats-Unis et en Australie.

Le type B – La majorité des cas répertoriés à Wuhan était du type-B.

Le type C – Une 'fille' du type B aurait muté au départ de Singapour et serait entrée en Europe via l'Italie.

La majorité de l'Europe a été affectée par le coronavirus de type B qui a été trouvé comme 'confortable' dans le système immunitaire des citoyens de Wuhan et ne mutait pas pour s'adapter. Pourrait-on supposer qu'à Maurice nous avons affaire au type B? Qu'ont donné les tests?

Récemment des universitaires ont commencé à faire des recherches afin de 'parfaire' notre système immunitaire en lieu de s'attaquer au virus.



No Strings Attached – « Etre libre d'âme et d'esprit »

Citoyens.News n'a aucun point d'attache avec des groupes économiques, lobbies, sectaires ou religieux.

« La propagation de la pandémie du Covid-19 en a fait naître une nouvelle, celle de la désinformation, où de dangereux conseils de santé côtoient les théories conspirationnistes les plus folles. Le remède, c'est la presse : des informations et des analyses vérifiées, scientifiques et fondées sur des faits. Message du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres »

Actions de soutien aux médias

Les médias libres et professionnels, le droit à l'accès à l'information, ainsi que les technologies numériques jouent un rôle essentiel dans la lutte mondiale contre la pandémie de COVID-19. En réponse immédiate aux défis sans précédent pour les secteurs des médias et des technologies numériques, l'UNESCO a créé un [Centre de ressources](#) regroupant une sélection de réponses au COVID-19.

A l'occasion de la parution de ce premier numéro, nous tenons à remercier les éditeurs déjà inscrits qui ont émis leur opinion libre et indépendante.

Je remercie tout particulièrement l'équipe SmartCitizen (Hans, Arvin, Avinash, Wayan et Zakiyi) qui en l'espace de 4 jours a appris et permis de mettre en ligne le site Citoyens.News et de faire la mise en page de cette publication.

Dev Sunnasy
Président Smart Citizen



Click here to view video from Dev Sunnasy
<https://www.youtube.com/watch?v=3voO6JNohok>

Qui peut rappeler nos élus à l'ordre?

Un politicien de Rodrigues aurait été rappelé à l'ordre par la police. Selon la rubrique publiée par l'Express, le politicien serait sorti pour s'assurer que les Rodriguais respectaient bien le confinement durant le « Total lockdown ». Les policiers qui l'ont contrôlé ont été magnanimes, le politicien de Rodrigues s'en est sorti avec une remontrance où les policiers lui ont fait comprendre qu'il revient à la police de faire respecter la loi, pas aux politiciens.



YVOR TAN YAN

A Maurice, des avocats se sont fait verbaliser pour n'avoir pas respecté le « Curfew order » en se rendant aux casernes centrales pour assister leurs clients.

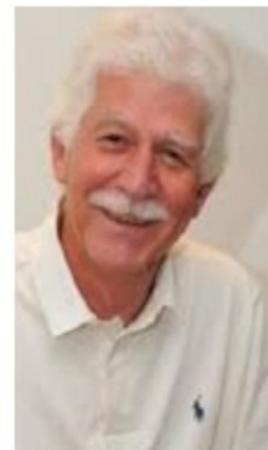
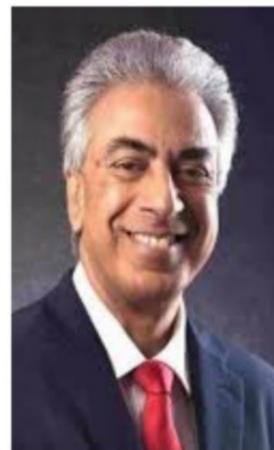
Est-ce la même police à Maurice ? Lorsque l'on sait qu'un marchand (marron) de légumes peut faire intervenir ses contacts politiques afin de pouvoir récupérer ce que la police lui a saisi ?

C'est avec cette rubrique en guise d'introduction que je vous propose de revisiter ce qui a été au cœur des débats politiques alors que l'ombre de la menace du COVID-19 planait déjà sur notre territoire. Comment la sphère politique a-t-elle réagi et surtout comment a-t-elle défendu nos intérêts pendant ces temps de crise ?

La dernière session parlementaire avant le confinement a commencé par des remerciements à l'adresse du leader de l'opposition qui avait bien voulu renoncer à son temps de parole. Le Dr. A. Boolell qui avait pourtant auparavant posé à plusieurs reprises des questions sur la planification et la préparation en anticipation de la crise sanitaire, sans obtenir de réponse satisfaisante. Du côté du gouvernement, l'hypothèse d'un confinement n'avait jamais été évoquée avant le 19 mars 2020. En ce qui s'agit de la question des solutions envisagées concernant l'assistance nécessaire, le Dr A. Boolell a demandé si le gouvernement avait prévu: « direct financial assistance to retrenched employees and families most affected by economic hardships ».

Le gouvernement n'avait pas parlé de « Wage Assistance Scheme » à ce moment-là. Rappelons que le 3 février 2020, dans un contexte où le « World Health Organisation (WHO) » a placé le monde en alerte, le ministre de la santé n'a proposé d'autres mesures concrètes que celles-ci :

- 1) la prise de température à l'arrivée et au départ de / vers la Chine
- 2) le suivi des touristes à partir d'informations saisies dans un document rempli par les passagers eux-mêmes.



La fermeture des frontières mauriciennes n'était pas d'actualité. Pendant le mois de janvier plus de 100,000 touristes sont venus à Maurice dont 20% de Chinois. Pourtant le Dr. Jagutpal répond avec aplomb que toutes les mesures de surveillance, de sécurité et de sauvegarde ont été renforcées par son ministère depuis la première alerte lancée par les autorités chinoises. Peut-être pensait-il être rassurant en ajoutant que tous les touristes chinois seraient systématiquement sous surveillance pendant 14 jours !

Cette dernière session parlementaire dura en tout et pour tout 17 minutes.

On est en droit de se demander si le Dr A. Boolell a manqué une occasion d'obtenir des réponses, ou alors peut-être savait-il déjà suite à l'entretien qu'il avait eu avec le PM, que le plan serait improvisé au fur et à mesure ? Surtout que des questions restées sans réponses se sont révélées pertinentes pour les Mauriciens durant le confinement, que ce soit pour le secteur informel ou pour l'aide aux PME.

Le Dr. A. Boolell rappelle lors de la deuxième session parlementaire qu'il n'y a pas eu de distribution de masque N95 au personnel travaillant aux points d'entrées dans le pays, pas de tenue de protection, ni de lunette de protection, encore moins d'ambulance pour les bateaux de croisière. Il relève même qu'il doit y avoir des porteurs du virus qui se sont mélangés à la population.



La réponse du ministre de la santé, fut la suivante: « Mr Speaker ... whenever there is a pandemic outbreak; ... Do you know that more than 3,000 passengers have been under surveillance for the last one month? »

Dans sa réponse, le Dr. Jagutpal demande au leader de l'opposition de lui indiquer où se trouvent ces cas qu'il rapporte, s'il le sait ! Mais il insiste surtout sur le fait que c'est un délit de ne pas remplir correctement son « immigration card » destinée à son ministère, comme si une telle menace aurait pu empêcher le patient zéro d'entrer sur le territoire mauricien.

Le ministre de la santé nous donne également le chiffre de 3000 passagers faisant l'objet d'un suivi par les officiers de son ministère. Ainsi le numéro 1 de la santé à l'île Maurice se voulait rassurant en avançant que c'est une offense que de ne pas remplir sa « yellow card ». Dans le même temps, il fait confiance à 30,000 touristes chinois qui ont foulé le sol Mauricien pendant le mois de janvier 2020, pour donner correctement les informations requises en anglais.

On est à ce moment-là le 3 février 2020 et d'après ce plan d'expansion de l'épidémie disponible sur le site de la WHO, la Grande-Bretagne est déjà touchée

L'ironie du sort veut que le patient zéro soit arrivé de Grande-Bretagne le 7 mars 2020, soit plus d'un mois plus tard.

La politique, c'est prévoir

« La fermeture des frontières avec certains pays sera dangereuse pour Maurice. Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, l'a souligné mercredi à son bureau, la situation est grave et pourrait devenir catastrophique si Maurice fermait ses frontières avec la France. Plusieurs secteurs en souffriront. Avec les fermetures déjà effectuées, le nombre de voyageurs qui visitent Maurice diminue. » C'est ce qu'écrit un journaliste du journal 'Le Défi Quotidien' à propos des déclarations du Premier Ministre le 5 Mars 2020.

C'est avec ce regard que notre Premier Ministre contemplant nos difficultés à venir par rapport à la crise mondiale du COVID-19. Cette vision étriquée se confirme avec les décisions qui suivront dans le document du « Cabinet decision du 13 Mars 2020 », l'Etat considère qu'il est de bonne augure d'offrir un rabais sur les billets d'avion pour les touristes britanniques. Pour bien se préparer à se protéger de la pandémie notre gouvernement décide de baisser les prix des billets d'avion de la compagnie aérienne nationale « dont nous connaissons depuis toujours les difficultés financières » et cela pour soutenir le secteur touristique. Une décision qui bien sûr s'impose au « Board of Directors » d'Air Mauritius.

Donc le 13 Mars 2020, le gouvernement décide que les billets d'avion d'Air Mauritius subiront une baisse de 50% pour les destinations suivantes : l'Afrique du Sud, l'Australie, le Royaume Uni et l'île de la Réunion et qu'en plus, les touristes seront exemptés du « passenger fee ». Malheureusement, le patient zéro arrivé le 7 Mars 2020 n'aura pas bénéficié de cette ristourne.

Toujours dans le cadre de la planification préparatoire pour la crise du COVID-19, le Ministre de l'Economie parlera dans sa réponse au leader de l'opposition en date du 16 Mars 2020 de mesures innovantes qui consistent en Rs 8 milliards (Md) provenant des institutions publiques principalement de la banque de Maurice et la « State Investment Corporation » et de Rs 1 Md puisé dans le Consolidated Fund. Le grand argentier considère les Rs 8.5 Md qu'ont coûtés les promesses électorales incluant la pension de vieillesse, le salaire minimum et les allocations pour les plus vulnérables font également partie du « plan de soutien » nécessaire dans le cadre de la pandémie du COVID-19.

Pour bien comprendre l'état des finances publiques, il suffit de revenir au budget 2019-2020, qui entre autre, ne prévoyait ni de salaire minimum à Rs 10,200, ni de hausse de la pension de vieillesse. Si l'on considère que ces cadeaux électoraux ne faisaient pas partie du budget 2019/2020 évalué à Rs 123.7 Md, il a bien fallu que cet argent soit pris quelque part. Ce qui nous laisse à penser que les Rs 8.5 Md supplémentaires ont en réalité été empruntés au prochain budget de 2020-2021.

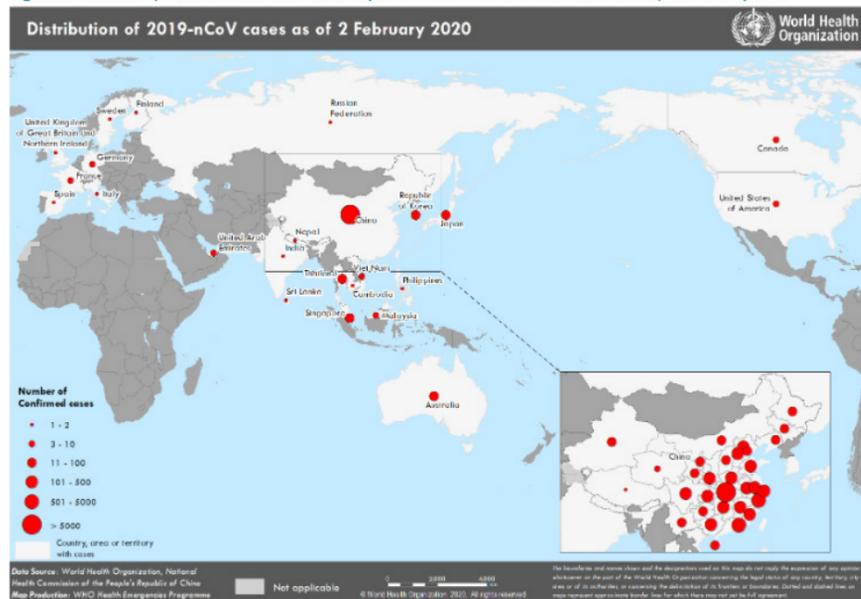
Dans la situation financière actuelle, notre gouvernement et son ministre des finances auront tout le loisir de démontrer leur sens de l'innovation, car les mesures préconisées avant le confinement ne collent pas vraiment à la réalité qui nous attend à la sortie du confinement.

Le 1er Mai 2020, Mr. Padayachi, notre ministre des finances, a annoncé qu'il y aura une centaine de milliers de chômeurs d'ici la fin de l'année 2020. Dans ce cas, est-ce que sa stratégie dévoilée le 16 Mars 2020 tient toujours la route ? Pour rappel, voilà ce qu'il disait : « Nous avons mis sur la table Rs 8,5 Md à travers la hausse de la pension, à travers la hausse du salaire minimum, à travers la hausse des aides pour les plus vulnérables, cela pour soutenir la demande. Maintenant, nous sommes en train de travailler pour soutenir l'offre. C'est ça l'économie, d'un côté on soutient la demande et de l'autre, on soutient l'offre ».

Monsieur le Ministre des finances, allez-vous continuer à soutenir l'offre alors qu'il y aura plus de 100,000 chômeurs dans nos rues d'ici la fin de l'année ?

D'autant plus que la stratégie qu'il a proposée pour soutenir l'offre concerne principalement les grands exportateurs entre l'annulation des « Port Charges » et le « Freight Rebate Scheme » pour les exportateurs sucriers, de textile, de produits de la mer (frais et surgelé) et les exportateurs de « processed food ». Les grandes compagnies qui vont en bénéficier sont celles listées comme des « EPZ Operators », toutes celles dans le « Free port » mais encore des groupes comme CIEL et la CMT, exportateurs de textile ou encore Omnicane pour le secteur cannier. Très peu de PME bénéficieront des 8 milliards que prévoit ce plan. Concrètement, comme l'on peut s'en rendre compte dans les « hansard », en argent liquide et disponible, le gouvernement n'a prévu qu'un seul milliard selon les dires du Ministre des Finances en date du 16 Mars 2020. Tout porte à croire que rien n'a été prévu sauf qu'il serait possible de faire appel au « Estimates of Supplementary Expenditure (ESE) ». C'est ce qu'a répondu le grand argentier, en d'autres mots, on peut comprendre : Je vais emprunter à l'année 2021.

Figure 1. Countries, territories or areas with reported confirmed cases of 2019-nCoV, 2 February 2020



Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Le souhait formulé par le Ministre des finances est en réalité très inquiétant : « Notre philosophie est d'aider les plus vulnérables et de transformer notre dette en dette locale. » Lorsque la dette devient locale, ce sont les contribuables qui souffrent déjà d'une perte de pouvoir d'achat, qui devront rembourser la dette.

Une dette qui résulte de dépenses, de promesses électorales, de billets d'avion réduits à 50% de leur prix initial, de cadeaux sous formes d'exonérations qui s'amoncellent sur l'addition.

Pour rappel la MRA a révélé récemment que plus de 100 milliards de Roupie se trouvaient à l'étranger. Ceux qui ont la chance de compter des économies dans ces 100 milliards ne font pas partie des petits contribuables, des PME ou encore de la catégorie des travailleurs du secteur informel. Est-ce que ce sera encore une fois aux plus faibles, aux plus démunis et à ceux qui luttent déjà pour survivre de faire des sacrifices ?

Les solutions sont simples, néanmoins aucun politicien traditionnel n'ose le dire, il faut que l'argent aille aux PME, aux chômeurs et aux initiatives qui réduisent la dépendance de Maurice à l'importation. Il est évident que les politiciens traditionnels ne peuvent se fâcher avec leurs sponsors, les gros portefeuilles, pas seulement parce qu'ils ont besoin d'argent pour les élections, mais aussi parce qu'ils ne connaissent pas d'autres solutions que celles du néolibéralisme qui soutient qu'il faut protéger la croissance et non pas le bien-être.

Le samedi 25 Avril, Mr. P. Berenger déclare : « refuse de donner les renseignements dont a besoin la population pour qu'elle puisse prendre les précautions nécessaires ». Pourtant n'ayant pas les informations nécessaires il affirme qu'il est préférable que le confinement soit levé au plus tôt tout en protégeant la population du danger. J'espère que ces vœux pieux seront entendus. Toutefois il demande plus de transparence, n'est-ce pas en rajouter une couche ? Il est notoire que le gouvernement a fait du manque de transparence une stratégie de gestion de l'épidémie à Maurice, nous savons ce qui est arrivé à Top Fm, nous savons que le syndicat des médecins demandait de l'aide alors que le Ministre de la santé disait que les « Front liners » ne manquaient de rien. Venir demander de la transparence et en même temps dire qu'il faut un déconfinement, n'est-ce pas une demande utopique ?

Le Dr A.Boolell est lui aussi d'accord avec le plan du PM pour un déconfinement progressif à partir du 15 Mai jusqu'au 1 Juin 2020. Il précise qu'il faut que cette décision soit accompagnée de protocole sanitaire à adopter. A moins qu'il ne soit dans les secrets de la cuisine, n'aurait-il pas été pertinent de demander publiquement que le Ministre des Finances explique avec précision sa stratégie économique à venir. Comment compte-t-il soutenir les travailleurs du secteur informel et les milliers de chômeurs à la charge du « Workfare Programme » ? Prenant en considération que le « Workfare program » disposait d'un fond de 450 millions avant le confinement...

Ne pensez-vous pas que la population est en droit de s'attendre à mieux que cela de la part de leurs élus? Il ne faut pas oublier que les travailleurs verront pour beaucoup leurs rémunérations revues à la baisse, lorsque ce ne sera pas carrément le chômage qui les attend. Pendant ce temps nos élus vont à tatillon pour faire entendre nos difficultés. Les membres de l'opposition demandent des plans et de la transparence à un gouvernement qui n'en a jamais fait preuve. Dans un élan de générosité nos élus ont décidé de contribuer 10% de leur salaire pour le Covid-19 Fund pendant que la classe des travailleurs souffrira de voir sa rémunération réduite de moitié sous peine de perdre ses emplois en cas de refus.

YVOR TAN YAN

03.05.2020

Start of a new decade but also a new era for Mauritius

As I put pen to paper this morning of the 02nd of May 2020, I looked back and started thinking about how the world is going to change with this Covid-19 crisis. Who would have thought that the whole world would have reached a status of economic sudden-stop?



KEVIN TEEROOVENGADUM

Sometimes, upon waking up in the morning, there's a feeling that the world has literally stopped, like as if it doesn't spin or rotate anymore, but yet we all know that mother earth hasn't stopped rotating at all and it continues to do what it has been doing for more than 4.5 billion of years. Human's existence is very recent when we compare with mother earth. Let's not forget that! And when we look at the economy, the latter is even far more recent and yet we think that the economy defines everything in our lives. Let's pause and think about that for a moment.

Very often and in fact too often, people at large believe the economy is kind of complex or it's a black box, we keep hearing about the status or the future of the economy on the TV on specialised business channels, or specific section of mainstream newspapers on specific days, that only a few people can understand and explain what's happening with the economy, that professional economists have the crystal ball (in fact more often they have a mirror to look back rather than a crystal ball to look at the future and yet portray themselves as "economic" fortune tellers), that our political elites are in control of the economy and hence our destiny is (safe?) in their hands.

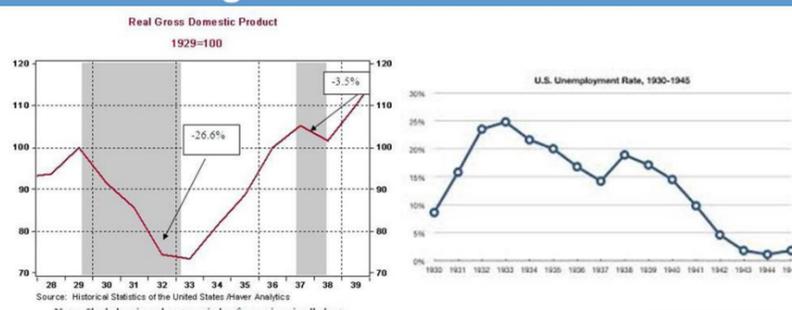
I have always found it bizarre that the economy which is in fact very simple (if we take time to stop and really reflect about it), unlike finding a vaccine for Covid-19, or unlike sending someone to the Moon, gets so much attention from millions if not billions of people every day and yet the majority seem to be at the receiving end when in fact they are at the core of the economy. Without people the economy is nothing, meaningless and useless, be it poor or rich, black or white, whether you live in the USA or Mauritius. People make/define the economy and yet we have the feeling that the economy makes the people, our lifestyle, what jobs we might have lined up, defines even our political ideologies (capitalism, socialism, communism etc).

I recall when I attended my university days back in the 90s in the UK, my Greek friends always reminded me in my economics classes, that the origin of the word "economy" can be traced back to the Greek word "oikonomia", which in turn is composed of two words: "oikos", which is usually translated as "household"; and "nemein", which is best translated as "management and dispensation." Thus, the term "oikonomia" referred to "household management". As simply as that.

Now let's take this to Mauritius. We all know that Mauritius is a small island (piece of rock) in the middle of the Indian Ocean and far from all the continents. Very much disconnected. We (or rather our grand or great grandparents) all came from somewhere and despite what others (pre, during and post-independence of 1968) felt was a bleak future, Mauritius has turned out to be doing pretty well. We are not Singapore for sure, and probably in my life-time, Singapore will remain a dream for many Mauritians, but let's at least applaud ourselves that we managed to do quite well. With our sense of "débrouillardise" which sometimes I feel was/is our sense of "batte batter", we managed to diversify our economic pillars, to create a middle class, provide electricity and water (though latter is still a bit of a problem) to pretty much all corners of Mauritius, have decent internet broad band, and even led to the effect of consumerism and especially to extreme consumerism in the last decade (which I call "l'effet Bagatelle"). At the same time,

I have to also highlight that while Mauritius has had 38 years of continuous GDP growth, we still have pockets of poverty in Mauritius and over the last 10 to 15 years, been facing the growing issues of growing youth unemployment, crime, rape, drugs, break down of social fabric (the same social fabric which we used to be so proud of in the past). Mauritius has reached a stage of paradox, while we see BMWs/Mercedes going up and down our roads, we also see (but then pretend we don't see) increase in poverty. While we see a number of CEOs earning more than Rs2Million per month and yet we see the lowest bottom of employees in the same companies being paid around Rs10K per month, that's a ratio of 200 to 1! And that ratio has been growing every year exponentially just like an outbreak of Covid-19 before a "containment strategy" is put in place. This paradox, I referred to above, is not sustainable in a small island like Mauritius and we will need to focus our collective efforts to tackle that. There's a huge task ahead of Mauritius and we need everyone to understand the real "enjeux". Else we will end up like a number of Caribbean islands or South Africa or Brazil.

The GREAT DEPRESSION August 1929 – March 1933



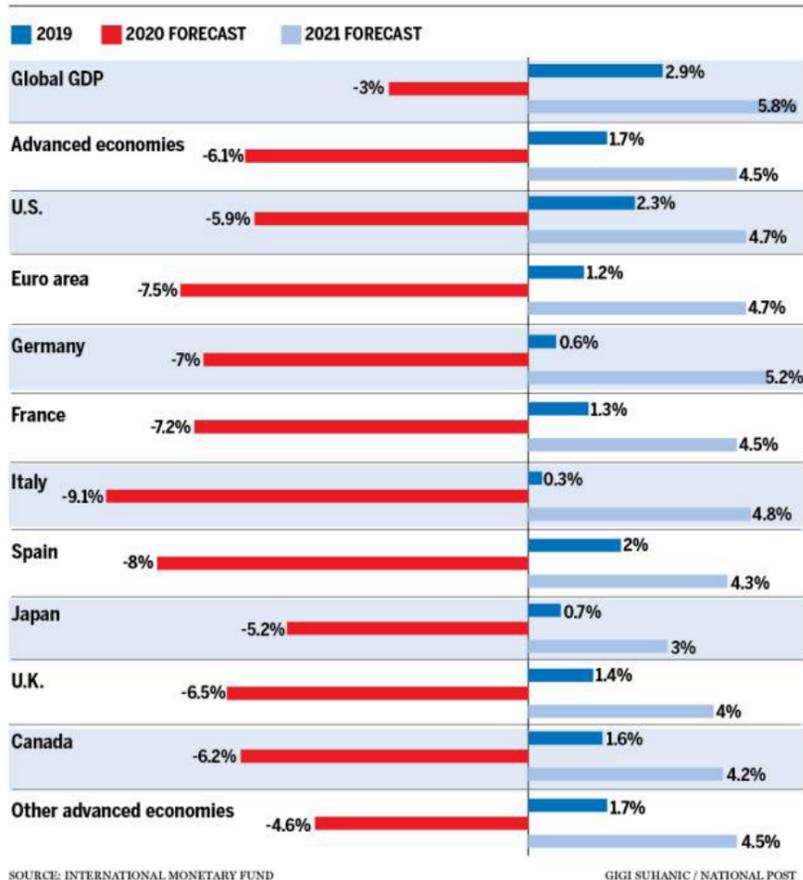
Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Back to the economy of Mauritius. We all know we don't have resources (as of yet!) like oil, gas, platinum, gold under our soil, unlike a continent like Africa or a country like Qatar. If we were like the Qataris, we could then all or most of us have stayed at home "ad vitam aeternam", and expect the government to fund our lifestyles. This is not a scenario for us Mauritians. We need to wake up and go to work. We need to make our existing economic pillars stronger, we will need to redefine/rethink a number of our economic pillars, we will need to create new economic pillars and more importantly we will need to manage the Mauritian economy with the utmost discipline. Just like the same way one would manage one's household.

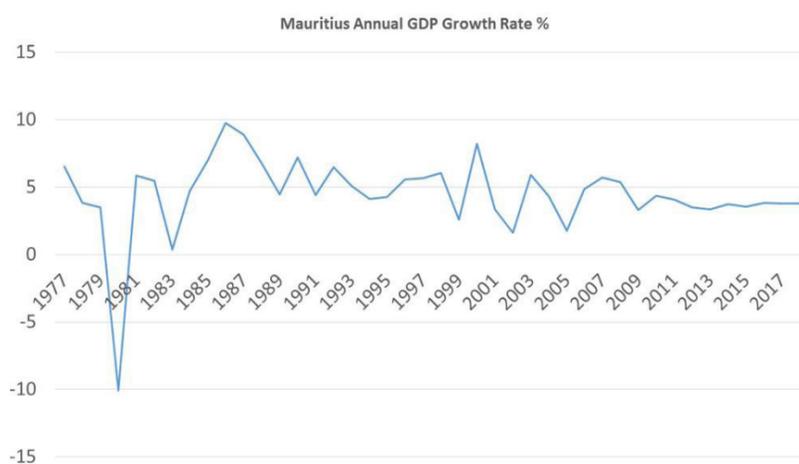
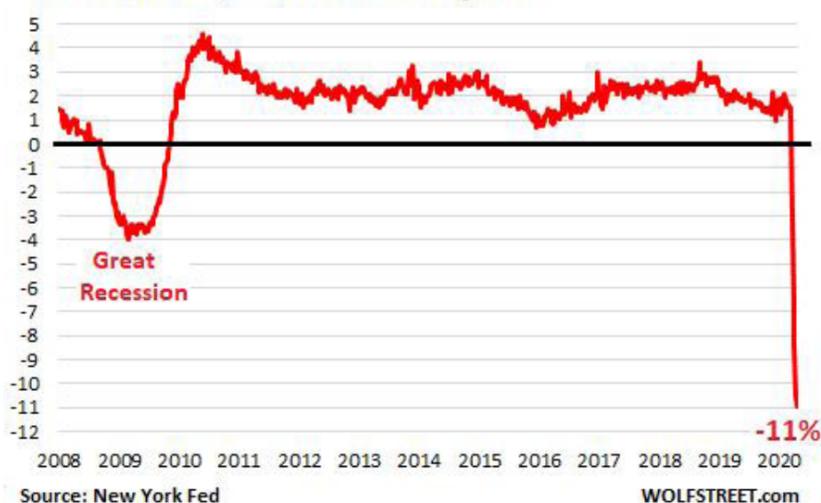
Work, Save, Invest, re-invest and prosper. As opposed to Borrow, Spend, and Splash on useless things leading to an illusion of economic prosperity. For too many years Mauritius has been doing the latter. You remember "La Cigale vs La Fourmi". Guess who has been like "La Cigale". Take a look at all the projects that successive governments have invested "tax payers" money (current and future) and that are either white elephants, or that costed far more than was initially budgeted or that produce insignificant and even no returns on investments. And yet government borrowed money on our behalf by the way. We will have to pay for all these and if it's not now, it will be tomorrow. And the debt of our country which reached 65% of our GDP in 2019 will spiral upwards to what I believe will go well north of 80% post-Covid-19. And we ought to have been less than 60% many years ago and successive Ministers of Finance have failed to do!

So I will end this here for today. Covid-19 could be a blessing a disguise. Yes, I know it has done a lot of economic damage (and we are yet to see the extent of that damage), that we are going to experience the deepest recession over the last 4 decades, that there will be bankruptcies, unemployment will go up next couple of years, and that we might be forced to take a step backwards of almost 4 to 5 years but at the same time we should look at it as an opportunity. This is the time to rebuild a different Mauritius. One that creates economic value for everyone, where the "haves" can look after the "have nots" or at least provide the necessary support to help the "have nots" to stand on their own feet and create economic value. Where we make sure we don't have a two-tiered society within our small island. And also where we break away from our insularity, where we open our arms to the Mauritian diaspora (yes there are many that are ready to help), where we put the environment at the centre of everything we do (extremely important), where we have the right dosage between two indices or metrics, being GDP growth and Happiness. Let's take this opportunity to create a new index that others in the world can aspire to. As JFK said in his inaugural speech almost 6 decades ago, "Ask not what your country can do for you, ask what you can do for your country" It's now or never! We can do it my fellow Mauritians. The future can be bright for every Mauritian.

THE 'GREAT LOCKDOWN' WILL HIT ECONOMIES HARD, SAYS IMF



US Weekly Economic Index New York Fed, for week ended April 18



KEVIN TEEROOVENGADUM
03.05.2020



Click here to view video from KEVIN TEEROOVENGADUM
<https://youtu.be/sXJvRgTpAPo>

Démocratie et Droits Humains en pleine pandémie (Le Covid 19) --- Etat des lieux

Cette pandémie est sans précédent, du jamais vue pendant ce siècle. Cela nécessite des mesures sanitaires sans précédent. Les gouvernements ici et ailleurs font face à des défis pour contenir cette pandémie. Malheureusement la crise sanitaire montre la faillite de notre système de santé publique dans nos sociétés capitalistes. Faillite du système et non-respect pour un droit à la santé qui aurait dû être un droit constitutionnel et tel n'est pas le cas à Maurice.



HAMBYRAJEN NARSINGHEN

Ce droit à la Santé est aussi intrinsèquement lié au droit à l'environnement et droit des consommateurs qui sont victimes aujourd'hui de l'industrie des produits alimentaires et pharmaceutiques. Les gouvernements ont privilégié ces industries au détriment de la santé publique et à Maurice c'est encore pire. Comment peut-on oublier la décision du Ministre des finances et autres qui ont privilégié l'économie au détriment de la santé publique avec plus de bouteilles de whisky ou rabais dans les hôtels pour attirer les touristes. La décision du même ministre et du gouvernement de puiser dans nos réserves de la BOM pour payer nos dettes avant terme met en péril aujourd'hui notre capacité à importer la nourriture dans l'éventualité où cette pandémie peut perdurer. Quid de la sécurité alimentaire qui est resté une rhétorique et pieuse intention et rien de concret n'a été fait. On voit aussi un manque de prévoyance et de planification pour les équipements médicaux, telles machines respiratoires c.à.d. des ventilateurs et pire pour les "Personal Protective Equipment" et médicaments. On note aussi une opacité totale sur notre capacité à minimiser les dégâts. On n'a pas investi suffisamment pour les recrutements des médecins, infirmiers et paramédicaux en plus le manque de planification et le manque d'équipements a mis à risque les frontliners, surtout les médecins, infirmiers, et les para médicaux. Donc on a un système catastrophique et chaotique, car on a couru derrière l'économie virtuelle au lieu de l'économie réelle et surtout au détriment de la santé et de l'éducation publiques. Heureusement que la géographie de notre pays en tant qu'île, la température estivale en cette période et avec le lockdown, quoique un peu tardif ont probablement pu nous sauver d'un scénario apocalyptique comme en Italie et ailleurs. Cependant, on ne doit pas trop se pavoiser pour le nombre de 332 cas, car d'autres pays comme les Seychelles avec 11 cas, Madagascar avec 154 cas et certains pays comme le Bénin, entouré en partie par l'océan avec une population de 10 million d'habitants a eu seulement 64 cas ! Tant mieux si notre climat et le fait d'être une Île nous ont sauvé en terme relatif et souhaitons qu'il n'y aura pas une résurgence à la Singapourienne. Cependant, hormis le danger du virus, notre démocratie et les droits humains ont été aussi mis à rude épreuve et bafoués dans bien des cas.

La pandémie ne justifie pas une dérogation aux droits humains?

Non et non. Nos responsables politiques citent l'OMS pour justifier certaines mesures draconiennes et irrationnelles. Donc, il faut citer l'OMS et aussi le Haut-Commissaire des droits Humains Mme Michelle Bachelet, de l'ONU dans son intégralité. Pour eux, c'est impératif de réconcilier la santé publique et les droits humains. A la limite certaines dérogations sont permises dans le cadre stricte de la loi, c.à.d. les législations et la constitution. Par exemple le Public Health Act ou le Quarantine Act permettent de déroger à la liberté de mouvement faite d'une façon mesurée et raisonnable. Cette dérogation est aussi permise par la section 15 de notre constitution. Cette disposition elle-même permet des dérogations pour sauvegarder le Public Safety, Public Order ou le Public Health etc. Mais attention cela n'est pas une carte blanche pour l'exécutif de tout prendre entre ses mains.

Il faut interpréter cet article de la constitution en conjonction avec l'article 18 de la constitution. Certaines dérogations et mesures draconiennes doivent être prises en accord avec le principe "reasonably justifiable in a democratic society" comme prévu par l'article 18 et encore que pour le moment on est dans une Urgence sanitaire, conception politico-médicale et non légal. Au lieu de passer par les décrets et règlements, il faut passer par des législations en accord avec les principes fondamentaux de la Souveraineté du Parlement et Suprématie de de la constitution. On aurait dû passer par le parlement.

Un curfew ou lockdown sans doute nécessaire aurait dû passer par les voies législatives et constitutionnelles. Le parlement britannique est venu d'une façon proactive avec un Covid Act le 25 Mars 2020 !, Or, à Maurice nous avons actuellement un système de gouvernement qui fonctionne par décrets et règlements ce qui est extrêmement dangereux. Tout cela pourrait être anticonstitutionnel et contre le droit administratif et ces règlements pourraient être,"ultra-vires", c.à.d. nuls et non avenus.

Les récents procès constitutionnels intentés par moi et Me Lovena Sowkee ont pu démontrer les excès du Gouvernement pour des mesures illégales, anticonstitutionnelles et irrationnelles. Le premier procès concernait le retour des citoyens mauriciens au pays. C'est un droit fondamental et inaliénable garanti par la section 15 de la constitution et les conventions internationales. Le deuxième procès de Me Sowkee concernait le droit fondamental d'un avocat de pouvoir circuler librement pour défendre ses clients qui sont garantis d'une façon implicite par les sections 5 et 10 de la constitution. Une circulaire administrative du commissaire de Police ne pouvait bafouer un tel droit fondamental. Dans les deux cas avec des jurisprudences et arguments convaincants de la part des avocats des plaignants ont fini par faire rétracter le Gouvernement et tant mieux.

Tout cela montre que le gouvernement avait fauté et a dû rectifier le tir au risque d'avoir un jugement contre lui. Cela aurait dû être des arrêts pour établir une jurisprudence. Le Parlement pour moi est une institution qui aurait dû être un "essential service" par excellence. Malheureusement, ici ils démissionnent devant leurs responsabilités et empochent leurs pactoles.

Est-ce que nous avons eu d'autres cas où les droits humains ont été bafoués?

Il y en a plusieurs autres, mais je m'attarderai uniquement que sur les plus frappants. La fermeture des supermarchés était déraisonnable, une décision inique et irrationnelle. Sans nier le manque de civisme et de discipline d'une minorité des citoyens, personne ne pouvait comprendre la fermeture soudaine des Supermarchés. Il fallait en amont et bien en avance, réglementer, avec un accès par voie alphabétique et un rationnement pour les denrées de base et un contrôle de prix pour les mois à venir. Malheureusement, le Ministère de Commerce a failli dans sa tâche et il continue à tolérer des prix de légumes et produits qui atteignent des hausses jamais vues. Pour moi cette fermeture subite et sans préavis était une atteinte au droit à la nourriture, bien que pas explicitement prévu dans notre constitution est implicite dans le droit à la vie, protégé par la section 4 de notre constitution. Heureusement le bon sens a prévalu après dix jours. Mais entre-temps, les pauvres ont souffert terriblement et on a évité de peu une émeute comme dans l'affaire Kaya.

Le cas de Top FM avec les harcèlements allégués d'IBA en pleine pandémie a été vraiment une atteinte grave à la liberté de la presse et la liberté d'expression. Une sanction disproportionnée pour un manquement datant de plusieurs mois et soudain remis sur le tapis, malgré le confinement et par voie de e-Resolution (sic), on a rendu une décision qui n'est pas suffisamment motivée. Le deuxième cas où un syndicaliste, Mons Bizall qui avait utilisé sa liberté d'expression pour critiquer un Premier Ministre étranger, l'IBA a trouvé le moyen de déclencher une enquête pour essayer de sanctionner Top FM. Heureusement la Cour Suprême nous a montré sa grandeur et son indépendance pour émettre une injonction intérimaire pour contrer les excès d'IBA qui agit beaucoup plus comme un instrument politique au lieu d'être un organe indépendant et non partisan. Heureusement que nous n'avons pas des juges qu'à Berlin, mais au sein de notre Cour Suprême. Le tri des questions, le non accès à l'information et le monopole de la MBC/TV par le gouvernement avec des informations pas toujours précises et parfois des demi-vérités ou avec un choix sélectif des éléments d'information par des Spin Doctors constituent aussi à mon avis des atteintes contre la liberté d'expression en pleine période de pandémie.

Un cas qui a choqué les mauriciens, a été aussi l'arrestation sans un mandat d'arrêt de Melle R Seenauth. On se croirait dans les pires dictatures où on utilise des ruses pour arrêter et obliger une citoyenne de suivre la police, et ce, à partir d'une allégation d'une personne qui n'a sûrement pas de Locus Standi.

L'arrestation a été faite avant même la conclusion de la déposition d'un membre d'ICTA, qui lui-même a probablement enfreint les dispositions d'ICTA d'après les allégations et dépositions de plusieurs personnes. Or, si jamais il y a une personne qui est lésée dans cette affaire, cela aurait été le Premier Ministre! Voilà une petite plaisanterie ou une satire qui n'émane pas de l'accusée mais d'une tierce personne, ou une pauvre dame est arrêtée probablement illégalement et jetée pour une nuit en cellule policière comme un vulgaire criminel. J'avais déjà attiré les dangers des amendements apportés à notre ICTA. Plusieurs personnes, à l'exemple de Me Gilbert Noel et moi-même entre autres, avons été éjectées hors du Law Reform Commission pour résistance contre un Fake News Act et les amendements de la section 46 de ICTA. J'avais critiqué ces amendements dans plusieurs entrevues à l'époque et j'avais suggéré de contester la constitutionnalité de cette disposition que la Cour Suprême de L'Inde avait déclarée anticonstitutionnelle pour une disposition similaire. Melle Seenauth qu'il faut saluer pour son courage conteste la constitutionnalité de cette disposition et on attend avec impatience le jugement de la Cour Suprême. Malgré le départ des juges de calibre comme, R. Lallah et R Ahnee, V. Glover, Vinod Boollell et d'autres encore et incessamment le Chef Juge E Balancy, on espère que les juges qui restent et les nouveaux qui viendront auront une approche libérale et équilibrée pour l'interprétation du concept de démocratie et le Rule of Law et les droits Humains. On a toujours dit que la Cour Suprême et le Privy Council sont les derniers remparts pour maintenir L'État de droit et empêcher la dictature et garder jalousement le principe de la séparation des pouvoirs. On doit faire confiance à la justice et aux juges actuels et on souhaite qu'ils seront guidés par une approche téléologique de la constitution et les droits humains c.à.d. ne pas s'enfermer dans une approche conservatrice. L'approche libérale a été consacrée par certains arrêts de la Cour Suprême et le Privy Council.

Pensez-vous que le rappel du parlement est nécessaire ?

Absolument. Le non rappel du parlement est une violation du principe sacro-saint de la Souveraineté du Parlement. Comment nos médecins, infirmiers, éboueurs, et certains fonctionnaires sont au front pendant que nos parlementaires et surtout les ministres veulent se dérober? Evidemment, ils doivent prendre des précautions pour le Social Distancing ou trouver un bâtiment alternatif qui est tout à fait permis ou encore à travers la visio-conférence avec toute une palette de technologies et des plateformes informatiques telles que Zoom, Google ou Skype à la limite. Mais si les médecins ou infirmiers, ou les éboueurs travaillent, je considère que le Parlement est encore plus un service d'urgence pour améliorer et durcir les lois d'une façon équilibrée si les besoins sont là, sans bafouer les droits humains par des mesures raisonnables dans une société démocratique. Pendant six longues semaines on a gouverné dans l'opacité totale. Inacceptable dans une démocratie respectée et respectable. Maintenant, en plus, avec les scandales d'Air Mauritius et La State Bank, les Parlementaires auraient pu mettre la pression pour éclairer la population ou encore changer les données.

Est-ce que le Speaker ou le Leader of the House n'ont pas la prérogative de ne pas rappeler le parlement?

Les Standing Orders, pratiques ou coutumes parlementaires sont hiérarchiquement inférieures aux normes constitutionnelles que ce soient les dispositions explicites et les principes supra-constitutionnels comme la séparation des pouvoirs, souveraineté du parlement ou suprématie de la constitution. Une lecture attentive des articles 31, 1 et 18 et 56 de la constitution qui doivent être lues en conjonction et personne, ni même le Speaker ne peut déroger à ces dispositions explicites et principes supra constitutionnels.

Cela pourrait être un "Colourable device" pour éviter que le Parlement soit, "accountable" c.à.d. redevable et responsable devant le Parlement Est-ce que cela était une tactique dilatoire pour éviter les PQ et surtout le PNQ.? Inconcevable pour bloquer le fonctionnement du Parlement. C'est le moment où le peuple a plus besoin de ses élus pour trouver dans un consensus comme une vraie nation en mettant de côté les différences de politique partisane. Mais aussi pour des critiques mesurées et constructives sans basculer dans la démagogie. Mais l'opposition a aussi le droit de demander des comptes et probablement réclamer des démissions de certains qui ont commis des fautes lourdes et bêtises irréparables.

Que pensez-vous des procédures suivies pour la fermeture temporaire du Parlement?

On a été surpris de voir que le communiqué qui suspendait temporairement le Parlement portait la signature du Clerc de l'Assemblée. Au pire, cela aurait dû être le Speaker. Cette fermeture du Parlement n'avait aucune base légale, ni en vertu des dispositions constitutionnelles ou les articles du <Standing Orders> du Parlement.

Le Speaker préside L'Assemblée et il n'est pas le Leader du Parlement. Deux rôles et fonctions qui sont distinctes. La section 10 du Standing Order donne la prérogative de l'exécutif d'ajourner à travers une motion souvent présentée par le PM ou alternativement par un Ministre. Erskine May, autorité en matière de la doctrine, abonde dans le même sens c.à.d. qu'il faut impérativement une motion pour un tel ajournement.

La sous-section 10 de la section 10 du Standing Order précise aussi que l'assemblée ne peut être ajournée "sine die", c.à.d. à durée indéterminée. Par contre le Premier Ministre a la possibilité de proroger le parlement en vertu de la section 57(1) de la constitution.

Le Clerc a des pouvoirs très spécifiques et restreints en vertu de la section 14 du Standing et il n'a absolument aucun droit de signer un tel communiqué. Voilà un gouvernement par décret et maintenant un parlement qui fonctionne par voie de communiqués!

Donc viol des dispositions du Standing Orders de L'Assemblée Nationale et viol des dispositions constitutionnelles. Même si c'est la décision du Speaker il n'en n'a pas le droit. Comme le speaker n'a pas de base légale pour une telle décision, il invoque le couvre-feu. Cela ne tient pas la route et frise le ridicule. Or, les sessions de L'Assemblée devraient commencer à 11.30 le matin, tous les mardis en vertu de la section 10(1) du Standing Order, sauf proclamation contraire du Président ou motion du Leader de L'Assemblée.

Quelle serait l'autre alternative pour clore le Parlement.?

Techniquement, le Leader of the House peut se servir de la section 57 (1) de la constitution pour proroger le parlement. Sur le plan politique cela sera mal vu, car on vient de commencer les sessions parlementaires et il y a aussi l'atmosphère des contestations sans précédent des élections dans toute l'histoire de notre pays qui ne crée pas un climat propice. Bien que c'est une prérogative du PM, même cela peut être contesté s'il y a usage abusif. La Cour Suprême en Angleterre avait renversé la décision de Boris Johnson qui avait prorogé le Parlement pour lui permettre de finaliser son Brexit Deal. La cour Suprême de Maurice est aussi venue avec la notion de "Colourable Device" pour empêcher un usage abusif du Standing Order pour bafouer les droits constitutionnels d'un parlementaire pour le piéger dans l'arrêt Attorney General v/s NC.Ramgoolam. Or, ici dans un contexte d'une urgence sanitaire, le Parlement, est supposé être encore plus un service d'urgence pour trouver des réponses adéquates face au Covid et débattre les différentes options et le gouvernement doit être redevable. Il n'a pas le droit de se dérober à travers un ajournement sur le plan légal et même à travers une prorogation sur le plan légal, au vu de la jurisprudence précitée Vide Boris Johnson et définitivement non sur le plan de la moralité politique et éthique, s'il y en a toujours à Maurice. Car comment demander aux travailleurs et éboueurs, qui touchent des salaires de Rs 10,000 et médecins et infirmiers ou policiers qui sont souvent relativement mal payés d'être au front de cette guerre contre le Covid 19 et les Ministres, PPS, et députés qui sont les mieux payés au monde de fuir. Inconcevable de laisser l'exécutif créer par décrets et ne pas être redevable pour gérer les fonds de 9 milliards ou plus mis à la disposition des sociétés et aussi allouer des contrats conséquents par voie d'Emergency Procurement. C'est une atteinte à nos dispositions légales et constitutionnelles. Aussi, au sens large de politique, une atteinte à la démocratie et le Rule of law. L'Etat de droit ne s'écroule pas devant l'ennemi invisible, même si certains trouvent un bon prétexte pour bafouer la démocratie, notre constitution, nos lois et traditions parlementaires.

Une conclusion pour la marche à suivre?

La peur peut nous inciter à bafouer les droits humains. On l'a déjà fait avec le virus du SIDA. De grâce, il ne faut pas répéter la même bêtise. On doit prendre des mesures raisonnables dans une société démocratique. Dans la même foulée le judiciaire doit aussi assurer un service minimal pour ne pas bafouer la section 10 et 5 de la constitution pour assurer le "fair Hearing" même en période de crise. Des solutions innovantes avec la visioconférence auraient pu être trouvées. Heureusement, il y a eu une petite amélioration quoique un peu tardivement. Nos magistrats et juges ne peuvent pas mettre évidemment en péril leurs vies. Evidemment, ils doivent se protéger avec le social distancing et les PPES appropriés.

L'Etat de droit c.à.d. le principe de sacro-saint de Rule of law ne doit pas s'écrouler devant l'ennemi invisible, le Covid 19. Le lockdown ou encore le couvre-feu sans doute nécessaires, sont des mesures pour lesquelles je suis d'accord à 100% doivent être prises dans un cadre légal et constitutionnel stricte. Plusieurs pays y compris les Etats - Unies sont interpellés pour l'implémentation des lockdown ou couvre-feu sans doute importants dans le cadre de la pandémie et s'interrogent sur la légalité et constitutionnalité de ces mesures. Je ne prétends avoir des réponses savantes ou un monopole sur l'interprétation et aucun juriste ou avocat d'ailleurs n'en a, sauf la Cour Suprême et éventuellement le Privy Council. Dans le contexte d'un vide juridique avec des nouveaux principes émergents de politique sanitaire, on ne peut pas fermer le Parlement et diriger un pays par voies de décrets. Inacceptable - Covid 19 ou pas.

Après maintes hésitations ou tactiques dilatoires, nos Parlementaires prendront le chemin du Parlement. Je dirai enfin! J'espère que la démocratie parlementaire trouvera sa carte de noblesse ou l'opposition et le gouvernement vont jouer pleinement leurs rôles.

Sans empiéter sur les prérogatives de nos parlementaires, le peuple attend quoi comme questions?

Des questions pertinentes sur les manquements graves au début et manque de planification et de préparation pour faire face au Covid sont attendues, bien qu'on ait eu deux mois d'avance sur d'autres pays. Qui sont ceux qui ont eu des contrats sous l'Emergency public Procurement et qui sont les bénéficiaires? Qui ont eu des contrats pour la distribution de la nourriture aux pauvres et est-ce que la qualité et la quantité étaient suffisantes? Est-ce qu'on a fait suffisamment de tests ou "le contact tracing" pour un confinement éventuel? Pourquoi les nationaux se sont vu refuser le droit d'entrer au pays et certains VIP et VVIP ont eu plus de chance? Qui sont ceux qui ont bénéficié des Stimulus Package. Pourquoi les sociétés parmi les Top 100 ont bénéficié plus que les Petites et Moyennes Entreprises. Est-ce que des études ont été faites avant l'octroi de ces Stimulus Packages? D'autres questions sur Air Mauritius et surtout le pourquoi d'un choix d'une Administration Volontaire au lieu d'un "Bail Out", mais avec une restructuration et une dépolitisation du Board d'Air Mauritius avec des gens nouveaux et pas affairistes et plus compétents et qui apporteront du sang nouveau? Pourquoi le choix d'un administrateur en la personne de Mons S.H. Abdullah sans doute qualifié, mais qui nous rappelle la saga de BAI avec son pactole de 26 millions pour 18 jours de travail? Pourquoi en pleine crise, faut-il choisir une personne qualifiée, mais controversée et avec un double conflit d'intérêt potentiel, d'une part étant le Chairman du Holding de State Bank qui lui-même est un créancier important et possiblement aussi son engagement préalable comme consultant ou en autre capacité au sein D'Air Mauritius. Il échoit à la cour de décider s'il y a conflit d'intérêt ou les créanciers qui vont décider dans quelques jours. Comme deux malheurs n'étaient pas suffisants, voilà qu'on reçoit en plein crash et pandémie une autre onde de choc avec un autre scandale du siècle, l'évaporation de 2 milliards de roupies et l'affaire Medpoint fera pâle figure.

Deux milliards ! Qui ont bénéficié de ce énième pactole? Les membres de l'opposition qui ont chômé malgré eux vont pouvoir se rattraper avec des questions pertinentes et j'en suis sûr avec des Parlementaires d'expérience et pourvus de pugnacité, comme le Leader de l'Opposition L'Honorable Arvin Boollell, Mons Berenger, les autres honorables membres comme Xavier Duval, Shakeel Mohamed et Rajesh Bhagwan et d'autres encore feront leur travail pour répondre aux attentes d'au moins 63 % de la population. Probablement un pourcentage plus fort encore surtout avec un effritement possible avec le temps des crises, scandales et surtout si les fraudes électorales s'avèrent vraies éventuellement dans quelques mois devant la Cour Suprême, ou le Privy Council. Que l'opposition trop consensuelle cesse. On attend une opposition certes toujours constructive, mais qui va demander des comptes pour les manquements graves, mais surtout pour une gestion saine et intelligente de l'après confinement, protection des travailleurs et les démunis de la société et la relance économique avec une nouvelle vision économique centrée sur la consolidation de notre système de santé et d'éducation. Une nouvelle politique environnementale et énergétique et surtout une politique d'autosuffisance et sécurité alimentaire. Aussi une nouvelle distribution de la richesse et qu'on arrête avec des profits sans limite et une croissance pour les riches au détriment des pauvres. Sans être nécessairement pro communiste ou socialiste endurci, il faut repenser à un nouveau modèle économique. Le Covid a terrassé des familles et on est en deuil à Maurice et dans le monde et on exprime notre condoléance et respect pour les morts, surtout pour les médecins et aussi autres frontliners qui au péril de leurs vies comme des vrais héros, à l'instar de notre héros national le Dr Cheong qui sont partis. Malgré sa dangerosité qu'il faut combattre, le Covid ou la Nature indirectement nous interpelle. Va-t-on tirer des leçons pour se réinventer. Le monde de demain, post Covid ne sera plus le même. Le "business as Usual" ou un changement de cap drastique pour une nouvelle vision de développement économique et de l'homme tout court?

HAMBYRAJEN NARSINGHEN

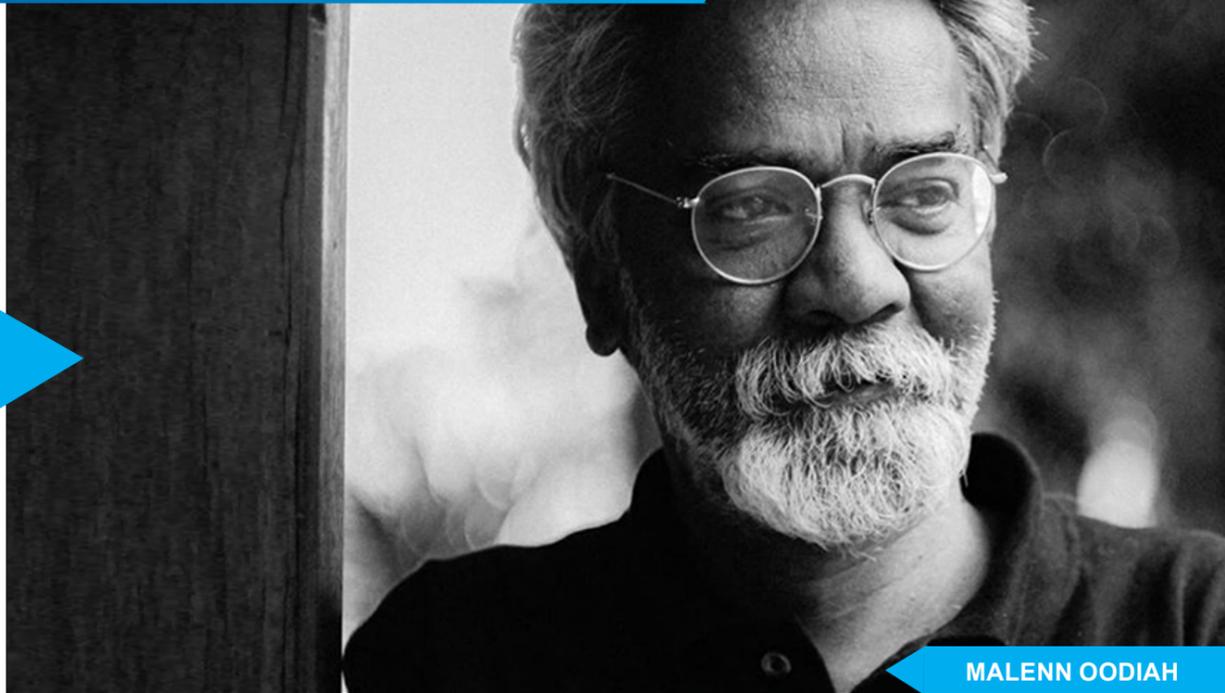
03.05.2020



Click here to view video from HAMBYRAJEN NARSINGHEN
<https://youtu.be/YOaTMyEAVLE>

Refondons La Politique

La «refondation» de la politique est une urgence si nous voulons avoir une place dans le monde de demain, ou simplement pour notre survie. Les questions du renouveau politique, du renouvellement-rajeunissement, de la perte de crédibilité et de la vacuité de partis politiques traditionnels sont à l'agenda. De nouvelles forces se dessinent – certaines en pointillé –, soulevant la problématique des offres politiques s'inscrivant dans un projet sociétal.



MALENN OODIAH

Dimensions et perversion

Et si on commençait par les fondamentaux avec les deux dimensions de la politique : le pouvoir et la gestion d'un pays dans l'intérêt général. Le pouvoir, c'est la lutte pour le conquérir ou le conserver. C'est une activité centrale d'une société impliquant un processus, une finalité et les moyens pour y arriver. La seconde dimension implique une recherche pour trouver un équilibre entre ces deux dimensions. La politique réduite à sa seule dimension «pouvoiriste» en est une conception perversie.

À Maurice, nous subissons cette perversion depuis qu'il n'y a plus de différences de projet entre les blocs politiques traditionnels, il y a près de trente ans. Une des conséquences a été la guerre des places entre les dirigeants et la guerre des «bout» entre les proches, petits copains, partisans et cliques. Il est question de femmes et hommes politiques davantage préoccupés à se servir et à caser et protéger des «petits copains et copines», sans se soucier de la compétence et de la méritocratie dans le choix des collaborateurs. Sur fond de clientélisme ethno-électoral, le principe d'égalité citoyenne est bafoué avec pour conséquence un profond sentiment d'injustice, d'exclusion, de discrimination chez ceux qui sont victimes de ces pratiques. Quand la politique devient source de tels clivages et d'un tel ressenti, elle se dénature et porte atteinte au vivre-ensemble si nécessaire à la paix sociale et à l'unité

Divorce et crise

Au sein d'une partie plus ou moins importante de la population mauricienne, il existe un sentiment de rejet du comportement de nos politiques. On leur reproche de ne s'occuper que de leurs intérêts personnels et de ceux de leurs proches au détriment d'une approche qui privilégierait l'intérêt général avec un souci d'efficacité et de transparence. En clair, on reproche à une grande majorité de la classe politique d'être dans la politique pour se servir plutôt que de servir. La politique est aussi minée par une profonde crise morale.

Concrètement, cela se manifeste par de multiples cas de fraude, de corruption, de passe-droits, d'abus de pouvoirs, de trafic d'influences, de conflits d'intérêts, d'ingérence où les hommes et femmes politiques sont impliqués ou associés. Nos institutions traversent une crise éthique, avec la corruption par l'argent sale, l'argent-roi, l'argent dieu, l'argent-diable. Une majorité de l'opinion perçoit les politiques comme étant les plus corrompus parmi tous les corps de «métier». Une idée très répandue à Maurice, c'est qu'il n'y a pas de culture de l'honneur, que la notion de responsabilité engagée est superbement ignorée. Pire, ce serait la «culture de l'impunité». Il y a urgence pour résoudre la crise du politique afin qu'elle retrouve ses lettres de noblesse, son sens et essence.

Le fondement de la République est le principe de l'égalité citoyenne. Partant de là, il faut en finir avec l'ethnicité structurant notre paysage politico-électoral. Des combats sont en cours dans ce sens. La proportionnelle est une nécessité pour que le corps électoral de la démocratie représentative soit un reflet juste et équitable de la pluralité des courants et sensibilités traversant la société. L'assainissement passe aussi par l'«accountability» des élus avec obligation de résultats à tous les niveaux. La destitution devrait aussi être à l'agenda et débattue.

Les volets

La refondation/renouveau comporte plusieurs volets. D'abord, le financement des partis. C'est un aspect du rapport malsain entre la politique et l'argent, les partis et les forces de l'argent - souvent sale - avec comme conséquence une perversion et un détournement de la démocratie. Une critique de fond porte sur la collusion des élites économiques et politiques en lien avec le modus operandi de leurs rapports où l'argent jouerait un rôle clé. Il faut légiférer pour instaurer la transparence. L'enrichissement inexplicable de trop nombreux hommes politiques doit être traité par une législation «foolproof» touchant à la déclaration des avoirs. Tout élu trouvé coupable par une cour de justice pour fraude, cor-

ruption ou autres pratiques associées doit être inéligible à vie. L'élu doit rendre des comptes de ses actes, y compris entre deux élections.

Une réforme en profondeur de tout ce qui concerne le rapport mandants-élus est nécessaire pour combattre le dysfonctionnement, voire la dérive, de la démocratie représentative. Certains avancent qu'il faudrait introduire dans une nouvelle Constitution le principe du référendum sur les sujets qui engagent la société et le pays. À débattre. La démocratie participative qui répond à une aspiration grandissante peut certainement contribuer à solutionner la crise du politique. Cela passe par la consolidation de la société civile et des contre-pouvoirs.

Le renouveau politique passe par la bonne gouvernance dans le fonctionnement de l'État à tous les niveaux et touchant un grand nombre de domaines, de l'allocation de contrats aux nominations aux postes stratégiques en passant par les promotions. L'adhésion des politiques à une charte de conduite conforme aux principes d'une république citoyenne démocratique, disant non à la discrimination et à l'incitation à la haine raciale est nécessaire. Il passe par le principe sacro-saint de la séparation des pouvoirs couplée à l'accès à l'information.

Les approches

Le renouveau/«refondation» ne se réduit pas à une question de rajeunissement, tout aussi important, voire fondamental, qu'il puisse être. Méfions-nous du jeunisme et du «faisons table rase du passé». Dans le débat, deux courants s'affrontent : un «soft» et un radical. Le premier souhaite plus de coopération entre les différents acteurs de la société à travers un dialogue national entre les politiques et une société civile plus active pour promouvoir les vraies valeurs républicaines. Ce courant veut œuvrer pour la reconstruction de la société sur les bases déjà existantes tout en se débarrassant de ses travers.

Le second, plaide pour un renouvellement de la classe politique dans son ensemble, condition d'un nouveau départ. Ses adeptes veulent mettre à mal l'ordre conservateur et soutiennent que le pays a besoin d'une révolution citoyenne, menée et soutenue par les forces progressistes pour des réformes structurelles et institutionnelles afin d'assainir le système et les pratiques. Et comme les partis traditionnels ont failli dans cette tâche, ils doivent disparaître pour céder la place à une «nouvelle force» s'appuyant et s'articulant avec des plateformes déjà existantes et à venir comprenant instances syndicales, ONG, et citoyens et leaders d'opinions progressistes. Qu'en est-il de la population ?

Attention aux analyses qui consistent à tout mettre sur le dos des politiques. C'est facile, voire lâche. L'électorat aussi a été contaminé et a sa part de responsabilité quand il marchandise son vote pour obtenir des faveurs - un travail, une patente, un lopin de terre, une nomination... Et une fois les élections terminées, arrive le temps de la distribution des «bout» avec son lot de satisfaction plus ou moins grande, de frustration plus ou moins sourde et de contestation manifeste et latente. Il faudrait une vaste, intense et longue campagne d'éducation civique pour sensibiliser toute la population que le système politique en cours est contraire aux règles de l'égalité citoyenne, fondement d'une république démocratique.

Quand on sait que la classe politique «mainstream», tous partis confondus, ne semble pas croire qu'il y a une crise du politique ; quand on observe que ceux au gouvernement et dans l'opposition officielle s'accusent mutuellement de démagogie et/ou d'incompétence tout en se présentant comme des modèles, il y a de quoi être sceptique. Est-ce que les forces proposant l'alternance ont la capacité de se mobiliser dans l'unité pour porter un mouvement dans le sens d'une «refondation» ? La partielle va être un test.

Sursaut national

Depuis 30 ans, le développement de la société mauricienne a fait les frais de la confusion entre cycle/ phase de développement et cycle électoral. Aujourd'hui, l'enjeu est plus grave et le temps presse ! Comme de nombreuses sociétés, nous sommes dans l'entre-deux, comme l'a analysé A. Gramsci. C'est dans cette dynamique d'une civilisation à imaginer et à créer qu'il faudrait dégager une offre politique et sociétale. Le chantier est complexe, difficile, car il faut compter avec une grave atomisation sociale, le «tout-à-légo» encore trop présent et de nécessaires clarifications idéologiques. Peut-on s'attendre à un sursaut national ? Ils sont nombreux qui n'y croient pas. L'heure est au rassemblement, à l'unité des forces de progrès pour un projet de société porteur d'avenir. Les saupoudrages de certains et maquillages plus ou moins grossiers des autres sont connus.

Au final, la «refondation» c'est œuvrer dans le sens d'une démocratie dialogale pour servir l'autorité démocratique et non celle oligarchique et techno-bureaucratique. Une autorité démocratique vivante nourrie par une société civile mobilisée, dynamique et vigilante. Le temps presse pour bien négocier ce tournant décisif.

MALENN OODIAH
03.05.2020

Sociologue
 Directeur de communication a Beachcomber 1990- 2018
 Analyste socio-politique depuis 1988 à ce jour
 Auteur de plusieurs ouvrages
 Fondateur et directeur de la Fondation Projet de Société

The solution through the resurgence of socialism?

The crumbling of the current economic, social and political systems around the world is inevitable, with the advent of a disease that has afflicted more than two million people as at date. As a matter of fact, most economists have predicted a high probability of deflation, while the International Labour Organization (ILO) fears that the impact of the new coronavirus could cause around 195 million job losses worldwide, with cutbacks of approximately 200 million full-time workers within the next three months. The economic effects and backlashes are already being felt in Mauritius - as many companies have laid off their employees and most self-employed are now dependent on financial schemes provided by the Government.



ANISHTA BABOORAM

The recent collapse of Air Mauritius, the silence of Minister Ivan Collendavelloo on the utility bills to be settled by all Mauritians at the end of the lockdown, the increasing number of people falling into the poverty trap, the lack of mass testing before exiting the confinement period, and the planning of the education system in light of the new threats posed by the virus, have become matters of serious concern while we are all relying on a single channel of communication and decision-making from the Government. We are at the mercy of those who were elected in the last general elections or who happen to be there with only 37% of votes. For the purpose of rather suggesting a solution to the current predicament, I will refrain from going into the political abyss of criticism, but it is now clear that a new world system is paving its way and Mauritius has to keep pace with it.

Capitalism can no more contribute to uplift society. Sustainable governance, which generates an inclusive society based on the common uplifting, through principles of social and economic justice, can now only be achieved through socialism. However, socialism in its original form may not be appropriate anymore. If we go by the existing methods, we will have to encourage statism, a concept which has failed miserably as much in the East as in the West.

The ideologies of the Mauritius Labour Party are founded on the socialist principles and this has fostered representative democracy through universal suffrage, the creation of the welfare state and workers' rights, just to name a few. However, the metamorphosis of the Mauritian society in light of new norms and customs in an increasingly complex and changing world, now compels us to rethink the new mechanisms and safeguards of a jeopardised democracy:

- Can we still trust a Government which stays mute when a citizen is arrested for having posted a meme on social media?
- Are we supposed to allow them to nominate and maintain people who in turn proved to be incapable of making appropriate decisions thereby causing the downfall of companies like Air Mauritius and the State Bank of Mauritius?
- Is it acceptable in a democracy to produce more poor and vulnerable people while favouring the extension of the Metro Express which involves recruiting and remunerating cheap labour coming from abroad?
- Most importantly, what happens today when the Government elected to represent us makes wrong decisions? Are they accountable to us? How?

The only recourse left is to wait till the end of their mandate to be able to elect a new regime – or is it the only solution? The disadvantages of statism can be felt now more than ever because of the pandemic. There is an urgency to meet the needs of the people and to act in the common good and benefit. And acting for the collective welfare means having them on board.

Thus, we should move from a statist form of socialism to citizenship socialist principle.

The aim is to uphold democracy and the rule of law and the means to do so involves a democratization and decentralization of the state. Civil society will therefore be empowered, and active citizens will then play a more participative role in the decision-making process. For instance, before the deconfinement, all stakeholders (not only the concerned ministry and parastatal bodies) must be allowed to present a well thought out plan concerning the opening of schools.

Same goes for the economy and for the health department. This contributes to a more egalitarian society in which people are put first. It is also the best way to keep the Government accountable towards the people as they are deprived from the right to make all decisions and communicate these to us on the national television without a right to question of appeal.

Another tenet of socialism is social and economic justice, which includes the equitable distribution of goods, opportunities and rights. The monthly stipend Rs 2,550 is not enough for a family to survive for a period of one month while others are earning more. We are made to contribute Rs 4 per litre of fuel in the National Solidarity Fund, but we are not informed on how the money is used. This asset should have been put to better use by boosting the minimum stipend to a more sustainable figure so as to supply those in need with enough comfort to spend the days, weeks and months in confinement. Some people are allowed to go out and work despite the lockdown while others (who are not part of the essential services) are prohibited from even circulating, thus, forced into poverty. Socialism must find its way back to our democracy if we want to survive this pandemic. Getting out of the mindset of "laissez-faire" is conducive to thinking out of the box. The power should belong to the people and this is the only way to rise together as one people, as one nation.

ANISHTA BABOORAM

03.05.2020



Click here to view video from ANISHTA BABOORAM
<https://youtu.be/Gmlsw6zvbs0>

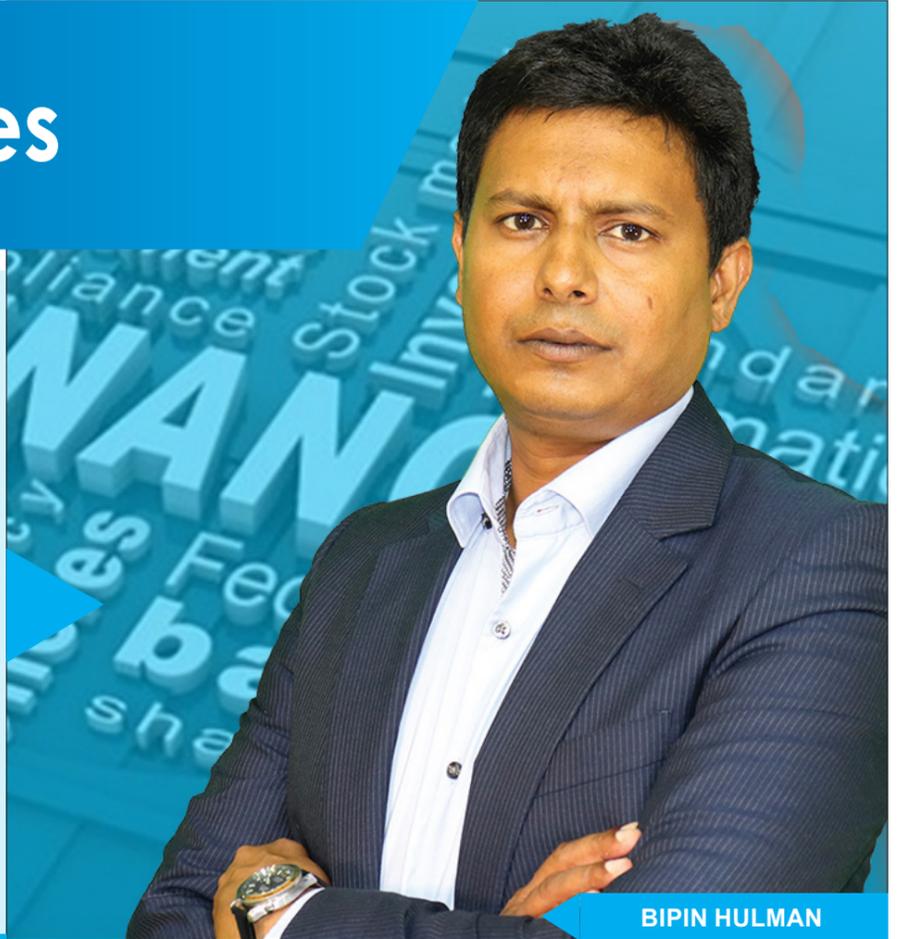
Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Finance perspectives

It is my pleasure to express myself and my point of view with regards to what is happening to our economy from a 'finance' perspective. For you to understand the way I think you have to know my background when it comes to finance.

I have an engineering degree from a UK university and soon after graduation, I started working for one of the biggest banks in the world. My first job in finance was in trading. I then went into client advice and fund management with another major finance company, which eventually led to me setting up my own advisory and management firm in 2005. Along the way, I've had to sit many financial exams to earn my practicing license with the UK financial authority. In 2007-2010, I went through one of the deepest and most testing recessions the world had ever seen since the American great depression from 1929-1933.

I left London in 2013 and came back to Mauritius and I now run a greenhouse business.



BIPIN HULMAN

The coronavirus that is affecting the whole world right now has already plunged the biggest economies into another recession and many well-known economists are saying that the recession might lead to a depression similar if not worse than the great depression.

From the point of view of someone like me; we've never really come out of the 2007-2010 recession. Equities and Bonds Markets have remained inflated for some time and there have been signs of the world markets teetering along the edges of a global recession for the past ten odd years. The reason why global markets did not go into another official recession after the 2007-2010 recession is because of 'quantitative easing', which put simply is the injection of money into our global financial markets/systems by major central banks.

In Mauritius we have to understand that our economy depends on the health of other economies we do business with. Tourism, which is a pillar of our economy is fully dependent on the influx of tourists. And in our case those tourists are primarily from Europe.

Textiles, the outsourcing of services and foreign investments are also dependent on how healthy economies we do business with are in. The fact that we will not see our economy get back on track until the economies we do business with get back to some normality, dictates that the road ahead for Mauritius will be somewhat bumpy and that is putting it mildly. Whilst major economies have been slashing their central bank base rate (repo rate in Mauritius) to the lowest they have been in their respective histories, our central bank only brought down the repo rate by 1% to 1.85%. I do not think that now is the time to be careful with lowering the cost of borrowing. Many Mauritians will find themselves in financially precarious situations over the next year or so. Small companies and self-employed people who are sole traders and employ other people; that cannot operate right now and have not had any income for the past few weeks are especially at risk. That is the group that have little cash flow and usually have debt and operate on a month to month basis. The elected government of Mauritius has to do more to make cash available to this group at lower interest rates.

We have to accept that the hotel business will not be fully operational for at least another few months or until the world starts relaxing air travel, opening airports and allowing the free movement of people. With that in mind, the Bank of Mauritius has to be careful with the devaluation of the Mauritius Rupee. Businesses and Mauritians will not be able to cope if the major currencies we trade with are over-valued compared to the Mauritius Rupee as that will make everything that we import so much more expensive. At a time when most people in Mauritius are struggling to make ends meet, at a time when a lot of people will find themselves without a job because the company they work for can no longer sustain employees' salaries, the elected government of Mauritius and the Bank

of Mauritius has a duty of care towards Mauritians to make sure that we do not trade affordability for the hope that we get a good inflow of tourists by making the Mauritius Rupee appear cheap to those tourists. We import approximately 83% of our food. In my humble opinion, our elected decision makers and the decision makers that our elected government has handpicked must act in the benefit of the Mauritius people and businesses in the business of importing food and other important goods by making sure that the Mauritius Rupee is not devalued against major currencies.

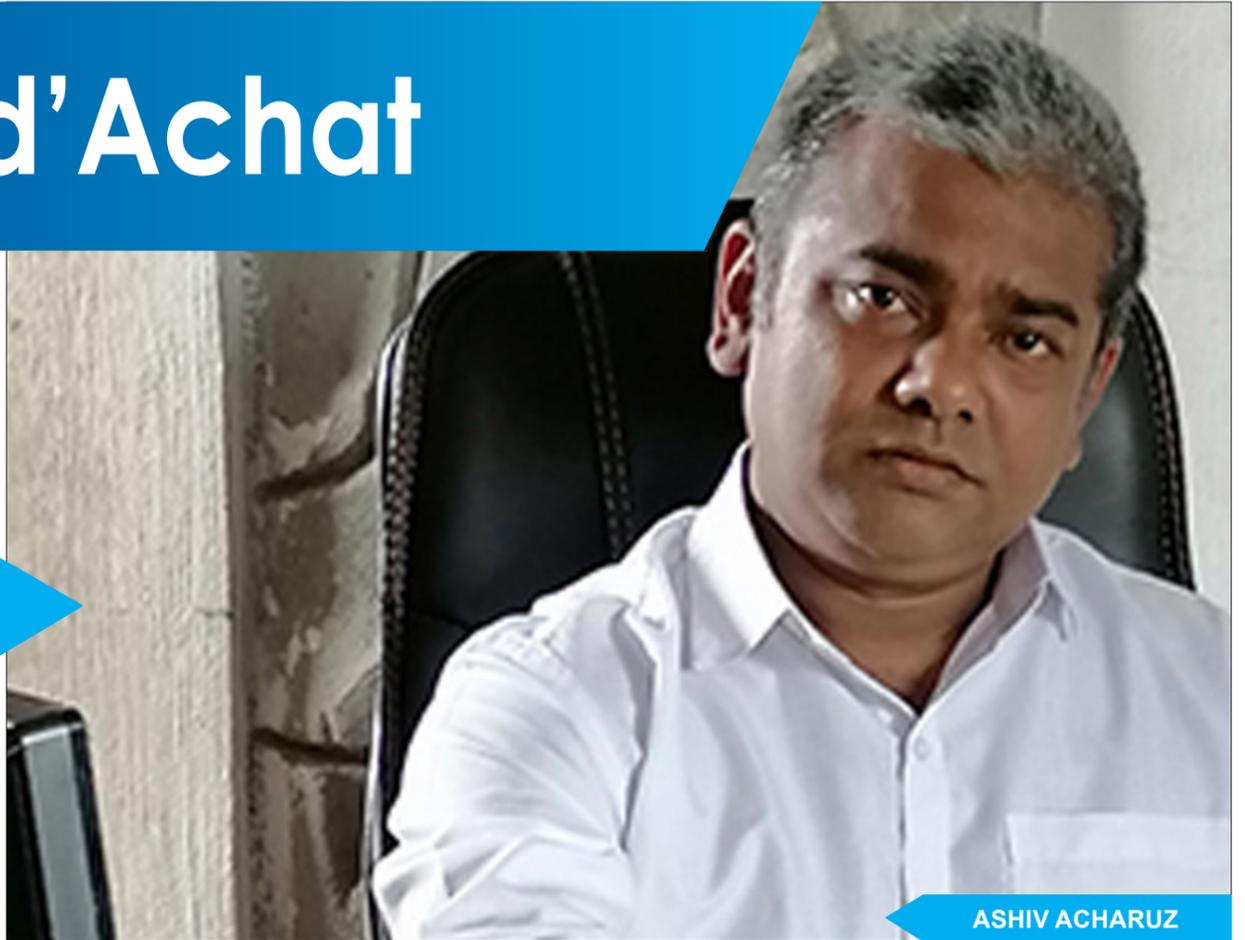
The devaluation of the Mauritius Rupee will only benefit a handful of businesses; businesses that are strong, with cash in the bank and can weather the storm ahead. Those are the businesses that banks will willingly lend money to because they are strong and we all know that as soon as the world gets back to some normality these businesses will be operating properly again.

In the short term, say for the next year or so, our elected decision makers and the decision makers that our elected government has handpicked must protect the businesses and self-employed people that are more likely to go under as that is the segment of our economy that employs the most Mauritians. Wage assistance schemes are good but not enough has been done for self-employed Mauritians. Allowing some breathing space by way of financial engineering using the tools available to the Mauritius Central Bank will help. Let us see if our elected government is more inclined to protect its big political donors or its electors.

BIPIN HULMAN
03.05.2020

Pouvoir d'Achat

Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ?
Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Le pouvoir d'achat dépend alors du niveau du revenu et du niveau des prix. L'évolution du pouvoir d'achat correspond donc à la différence entre l'évolution des revenus des ménages et l'évolution des prix. Si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente. Dans le cas contraire, il diminue.



ASHIV ACHARUZ

Donc le confinement et le couvre-feu imposés à Maurice du soir au lendemain ont drastiquement eu un effet négatif sur les Citoyens Mauriciens. On peut même dire que c'était l'assassinat du pouvoir d'achat.

Gouverner c'est prévoir.

Notre droit du pouvoir d'achat a été bafoué par des actions irréfléchies du gouvernement actuel.

Le 24 Mars 2020, deuxième jour du couvre-feu le calvaire des Citoyens qui se retrouvent dans le secteur informel commence déjà. Des personnes qui travaillent au jour le jour. Quoi Faire, rien à manger.

Les troubles augmentent de jour en jour, voir des étoiles pendant le jour c'était impossible

mais eux ils les voyaient à travers la faim qui les rongait. Pas de monnaie donc rien à manger.

Le 28 Mars 2020, arrive le calvaire des Citoyens qui se retrouvent dans le secteur formel. Des sous en main, rien à acheter et nulle part où aller. Cette situation créée par le gouvernement actuel a été en faveur de la prolifération du marché noir qui a eu un impact direct sur le pouvoir d'achat des citoyens. On ne fait pas la politique de (Trials and Errors). Je sais que cette situation de pandémie est sans précédent mais gouverner c'est prévoir. Chapeau à la prise de décision du gouvernement de ré ouvrir des supermarchés, supérettes et boutiques en ordre alphabétique bien que cette décision aurait dû être prise bien plus tôt.

Le 2 Avril 2020 l'annonce de la réouverture des commerces alimentaires avec des conditions sanitaires bien strictes a été un soulagement pour les Citoyens. Mais à notre grande surprise les prix sur les étals des commerces avaient augmenté et voilà encore une fois de plus le pouvoir d'achat qui chute. Des pénuries artificielles créées par des protégés font grimper à nouveau le prix des pommes de terre, des oignons de l'ail, du gingembre et tant d'autres aliments qui ont des prix fixés par l'AMB (Agricultural Marketing Board) qui a failli à ses responsabilités sur la distribution équitable de ses produits.

En temps voulu, ces prix exorbitants étaient bel et bien présents sur les étals des grandes surfaces et d'autres commerces. Le discours du ministère du commerce qui a annoncé qu'il n'y aurait ni pénurie ni augmentation sur les produits ne reflète pas la réalité. Pendant plusieurs jours les consommateurs ont souffert avec des prix exorbitants qui ont été imposés sur leur facture et qui encore une fois ont eu un gros impact sur leur pouvoir d'achat.

Le ministère du commerce aurait dû venir avec une campagne de (Name and Shame) sur ces commerces malhonnêtes pour que ça ne se reproduise pas dans le futur.

Dans une E-conférence de presse du 23 Mars 2020 à 15h avant l'annonce du couvre-feu, un nouveau parti politique avait déjà annoncé les problèmes qui allaient survenir et proposé des solutions concernant la baisse du pouvoir d'achat. La proposition était que le gouvernement réquisitionne tous les produits alimentaires et les redistribue dans les petits commerces de la localité pour qu'ils puissent faire la vente de ces produits au rationnement ce qui aurait pu protéger le pouvoir d'achat tout en respectant la distanciation sociale demandée. Cela aurait évité la panique (buying) et la pénurie artificielle tout en démembrant le marché noir.

Malheureusement, tel n'a pas été le cas. Le gouvernement actuel a agi différemment tout en protégeant ses petits copains comme d'habitude.

Le passé c'est le passé. Les petits calvaires que tous les Citoyens Mauriciens ont vécu, c'était seulement avec l'ancien stock alimentaire qu'on avait sur le sol mauricien. Le pire est à venir avec l'augmentation des prix internationaux, tout en espérant que le gouvernement actuel prendra des décisions adéquates pour protéger le pouvoir d'achat dans les mois à venir.

Avec la dépréciation de la roupie Mauricienne face au dollar américain c'est sûr et certain qu'il y aura un gros impact sur le pouvoir d'achat si on compte seulement sur l'importation.

Une de mes propositions était de pouvoir augmenter nos capacités agricoles, aquacoles et d'élevage qui n'est pas impossible à Maurice. Consommer plus du (made in moris). Maurice peut devenir autosuffisant pour avoir une sécurité alimentaire.

Tout en terminant mes points de vue sur le pouvoir d'achat pendant le confinement et le couvre-feu, un petit conseil : Serrez vos ceintures, faites moins de dépenses inutiles, économisez plus afin de pouvoir vous protéger vous-même contre le pire dans le futur en espérant que le gouvernement actuel équilibrera notre pouvoir d'achat dans les mois à venir.

ASHIV ACHARUZ
03.05.2020

Click here to view video from **ASHIV ACHARUZ**
<https://youtu.be/aohdNG9hMio>



Les Artistes du secteur hôtelier

Quand on parle des artistes du secteur hôtelier, ce sont ceux qui évoluent dans les hôtels pour gagner leur vie. A l'île Maurice, l'hôtellerie est le seul secteur où ces artistes peuvent gagner dignement leur vie et il existe une abondance d'artistes en tout genre pouvant ainsi répondre à la demande de nombreux clients.



JOELLE CORET

Ils sont des passionnés de musique : des chanteurs, danseurs, musiciens, Dj etc. Ils sont dévoués et sont continuellement en train de travailler sur un répertoire très varié pour tenter de toujours satisfaire les touristes qui transitent dans notre pays. Ce qui leur permet aussi de s'adapter à toutes les situations tout en étant créatif. Même si beaucoup pensent que ces artistes sont sur scène que pour le divertissement, ils ont leur importance et contribuent à l'essor et au rayonnement de l'industrie touristique de notre pays.

Les hôtels proposant des solutions de divertissement sont plus susceptibles de voir une augmentation du nombre de clients

Les hôtels font face au défi de se réinventer et ont fait de leur établissement des lieux où l'on vit et non des lieux où l'on dort uniquement. C'est un secteur très difficile et compétitif, ils doivent faire en sorte que les clients se sentent bien dans leur établissement. Les hôtels proposent de rendre vivant ces espaces commun par divers programmes en incluant l'animation Musicale qui joue un rôle important dans la réussite d'un événement. Elle donne de l'ambiance à la soirée et contribue largement à sa réussite ainsi renforce la base des services d'accueil que les hôtels offrent à leurs clients.

Qu'est ce qu'aurait été une soirée dans un hôtel sans la prestation musicale des artistes pour assurer l'animation ?

L'accès à une chambre avec un lit moelleux et une salle de bain fonctionnelle ne suffit plus pour répondre aux attentes de chacun et certainement pas aux attentes des plus jeunes. Ils attendent l'interaction, le plaisir et le divertissement. Les événements sont des moteurs très importants pour l'industrie hôtelière. Les hôtels font intervenir des groupes de musique ou de danse pour animer et dynamiser le lieu autour d'événements récurrents. Une animation musicale amène de la vie dans un établissement. Les vibrations musicales créent de la chaleur, générosité et ambiance pour renforcer l'identité de ce lieu. Ce qui crée aussi un lien pour retenir et fidéliser une clientèle.

Dans l'hôtellerie, l'animation du bar ou du restaurant est devenue un enjeu aussi important que l'hébergement. Certains établissements sont connus aussi bien pour la qualité de leur bar ou restauration que pour les rendez-vous musicaux qu'ils ont instaurés au fil des ans.

De nombreuses études montrent l'impact positif de la musique sur l'expérience client. La musique a le pouvoir de créer des moments inoubliables. Elle est importante pour notre bien-être, individuellement et collectivement.

Chaque fête a son ambiance

Les occasions telles que la Saint Sylvestre, la Saint Valentin ou la fête de la musique sont des temps forts où la mise en place d'animations musicales

est un excellent moyen de conférer à l'établissement dans son ensemble un dynamisme et une atmosphère unique pour sublimer l'événement. Qu'il s'agisse d'une simple animation musicale, élégante et raffinée, ou d'un événement plus festif, l'animation musicale est un facteur clé de la réussite de l'opération.

De nombreuses formules existent, il suffit donc au préalable de déterminer l'ambiance voulue lors de l'événement. L'ambiance musicale doit être en adéquation avec l'atmosphère recherchée qui peut être intimiste, décontractée ou bien même festive.

Alors que les clients de l'hôtel continuent de rechercher des expériences uniques au cours de leurs voyages l'animation musicale est un domaine émergent qui pourrait aider les hôteliers à attirer des clients.

Il faut souligner que les artistes du circuit hôtelier à l'île Maurice apportent une contribution qui n'est pas reconnue à sa juste valeur dans l'industrie touristique. Et si les conditions de travail des artistes hôteliers ne s'améliorent pas, cela va tuer à petit feu un des piliers de notre économie qui deviendrait alors fade sans leurs talents et leurs créativité.

A savoir sur le divertissement touristique.

L'animation touristique de divertissement à ses débuts au milieu des années 80 et l'un des premiers à l'utiliser était la chaîne hôtelière Club Méditerranée (Club Med). L'animation touristique est connue comme une tendance dans l'hôtellerie, qui a abouti à répondre aux besoins des consommateurs des services touristiques. Dans l'hôtel avec de l'animation, le client sera toujours plus détendu et oubliera les revers.

Artiste de la semaine :

Vanessa Ittoo (Cindy) - responsable du Crystal Dance Group qui anime des soirées dans plusieurs hôtels de l'île Maurice.

Cindy cracheuse de feu et danseuse du ventre dans le circuit hôtelier depuis 22 ans. La danse a toujours fait partie d'elle avec des parents connus dans le passé comme des danseurs de Rock Acrobatique. A force de pratiquer les techniques et d'expérimenter la scène, Cindy a aussi lancé ses frères et dirige sa troupe de danseurs qui officie dans plusieurs styles : danses Africaines, Indiennes, Latines, modern...

JOELLE CORET
03.05.2020

Merci Covid 19 to finn ouvert nou lizié ek nou leker...

Its here now...L'invisible infiniment petit Covid-19 a semé la terreur dans le monde et à mérité le qualificatif de plus grande Global Crisis depuis la 2eme guerre mondiale – mettant tous les gouvernements à genoux, toutes les économies, toutes les industries et toute organisation – bref TOUT LE MONDE, SANS EXCEPTION. Quelles solutions adopter et comment s'en sortir ensemble. Ashraf Oozeerally, consultant en stratégie partage avec Citoyens News quelques conseils simples dans un article en 3 langues : kréol, english et français ! Une première peut-être à Moris.



ASHRAF OOZEERALLY



We are all in the same Ship. Personne ne connaît exactement encore l'outcome final de C19 sur la société, les affaires et sur nous-même. Pour nos Leaders (Politiques et Business), cette ambiguïté est à la fois paralysante et terrifiante. Ki nou capav faire pu diminuer l'érosion du capital-confiance dans le Gouvernement, les institutions et l'impact sur les brands? How do we best respond to this deep Challenge of CHANGE AND TRANSFORMATION? Ki nou bizin pé faire ZORDI pu ki nous dans enn position de force quand crise la pour finalement aller, demain ? And, most importantly, is there something Our Government, Our Party, Our brand, Our Club, Our Group, Ourselves can do to help right now, and in the near Future? Avec mo l'observation et l'expérience dans le domaine de la stratézi dépi presque 30 bananés, tout l'entreprise et marque ki développe so résilience et recentrer so compagnie autour so bannes People et so Brand - et pratique en politique de Vérité, wins at the end. Sans okenn doute... Not all brands survive enn crise and those that do may come out the other side profoundly changed. Mais nou penser ki enn Brand ena tout so limportans, even in times of a global human crisis like this one. We do believe brands can make a meaningful contribution. Et finalement, nou penser ki avec enn good-mix de Management-Governance + Common PUBLIC sense et beaucoup de franchise, Brands and the Country can emerge stronger than ever. Voila mo recette...

1. Na pas koz menti: speak but the Truth!



Enn ta lezamp ena dans le Monde et ici ! Contamination délo Perrier, problème are système freinage Toyota Prius et contamination enn marque sorbet dans Moris. Your stakeholders will forgive you for being caught by surprise or even unsure of the future, but they will never forgive you for lying or misleading them. Tous sa bannes business leaders la finne pratique enn politique de vérité pou na pas endommage Réputation de zot brands, parski si Reputation gagne bézer, tou fini enn plas. Mem zafer pu Nou Pei. Il n'y a pas de meilleure solution que de pratiquer une politique de Vérité si on veut vraiment sortir grandi de la crise. Cela s'applique aux Gouvernements ainsi qu'aux Entreprise. Nous observons qu'il y a un bras-de-fer actuel entre le Leader de l'opposition et Zouberr Joomye sur la véracité des chiffres communiqués de C19. Loin d'être enn simple tension politique, how both sides will manage this issue, sera d'importance capitale quant à leurs Leaderships respectifs – et l'avenir nous dira lequel aura été le plus sage... Nos politiciens des deux côtés de l'hémicycle ont un rôle capital et une très grande responsabilité de vivre et pratiquer la Transparence à tous les niveaux et ne pas traiter des citoyens comme des enfants ou des sous-doués. Sinon l'histoire sera implacable...

2. Do what you do best but offer MORE Value

Dans les temps normaux, toute organisation doit avoir un clear purpose. In a crisis, you won't survive without one. Mais si nou relier sense of purpose, c'est-à-dire, nou core business avec bannes simple offres promotionnels ki vine facilite la vie nous bannes clients pou bannes marques, et la vie bannes citoyens, pou le Gouvernement – après la crise, émotionally speaking nou bannes clients/citoyens pour developpe enn bonding bien fort and their Loyalty will be boosted. Growth and Prosperity will naturally result.

Par exemple, le Gouvernement a assoupli nombres de conditions et de pénalités (renouvellement déclaration retardé, paiement en ligne des subventions aux self-employed et pensionnés etc). Dans plusieurs états en Amérique, le Gouverneurs ont interdits aux compagnies de téléphonie d'interrompre la connexion d'internet même sans paiements des clients – car des enfants de parents sans revenus doivent suivre des cours en-ligne !



3. Cultivate your community: Aggrandi NOU Tribu



Enn de bannes caractéristique sa crise la c'est ki we've never been more alone and yet also more united! In the past week I have been on videoconferences with colleagues and clients working remotely in Europe, Jo'Burg, Morocco and Asia and on the other side of Mauritius. L'espace n'est pli enn miray aster la. We're all alone together. NOU TOUT TOUSEL ANSAM. Brands increasingly are cultivators of communities represented by shared values, interests and passions. Ca c'est enn mari l'opportunité. Brands can bring people together and unite us around both the profound but also the fun. The new brands will be citizen-based brands built on new values of sharing, meritocracy and diversity... Billy Sports Coach pé montrer nou faire Poudine Mais Live. Mon épouse qui est Nutri-Thérapeute a partagé la recette d'une vidéo de boosting immunitaire à base de safran vert, gingembre, citron, miel et anis étoilé sur Whats App. Mo bannes Kamarad Coach pé organise bannes sessions de Résilience via Zoom à bannes l'entreprises en difficultés, gratuitement ! Des personnes de notre Diaspora interviennent régulièrement sur nos plateformes digitales pour partager des idées de sorties de crises presque tous les jours. Digital Communities are being built everyday... Let the Mauritian Community and Tribe show to the whole World how when we are united as One, we can do miracles.

4. Be prepared to change: Défier TOMEM

Personne na pas conner kuma sortie de crise la, « the new normal », pu éter- but it is fair to say we will never be the same. This doesn't have to be cause for fear. Mais la question est: "Will we be Wise after the Event?" or will we stick to our old adage: "Après la Mort, la Tisane!?"

C19 est venu nous donner pleins de leçons à plusieurs niveaux. Que nos Conglomérats ne valent rien sans une vraie politique de l'humain, genuine to the core- et sans Méritocratie à la Mauricienne. Qu'il faut employer les gens par la méritocratie seulement. Que la Pauvreté est notre ennemi commun No 1 et son combat, une condition de notre survie commune. Que la Terre en a marre d'être surexploitée et violée en masse par le matérialisme. Que l'autosuffisance alimentaire est capitale pour nous. Que nous pouvons cultiver sur nos terrasses dans le plus petit pot de terre. Que le gaspillage nous autodétruit. Que nous sommes TOUS bien UN.

If we do not build Change in our very mind-set NOW, we are doomed for the future. Cela s'applique aux Gouvernants, aux Institutions, aux Entreprises privées ainsi qu'aux individus... Governments, Brands and Board Rooms are very powerful platforms for Change in this context. Avis lancé à nos Leaders de tous bords. Mettons la main à la pâte. WE ARE IN IT TOGETHER.



5. Practice the possible, with the impossible in mind.



Saki finne impréssionne moi personnellement dépi lockdown, c'est ki bannes nouveaux la portes de collaboration finne ouvert avec mo bannes clients, collaborateurs, partenaires stratégiques à travers le monde, to FOCUS ON WHAT WE CAN DO !

What's possible to get started on now? How can we adapt our processes for the new reality? What technologies can we use to shift a work session to virtual? How can we remain working efficiently while also connecting as humans? Nou tou pé vine créatifs par force et nou pé trouves bannes solutions ki nou pas ti conner exister avant la crise.

Outdoor Voices, an athletic wear company in the US, is hosting "Virtual Training sessions" on Instagram to get its online community to raise endorphins and exercise together to fight boredom and depression. Lots of brands across the world are supporting major causes. What is happening here in Mauritius? Are our companies pro-active enough to sustain such actions post-C19?

En temps de Paix et de Prospérité, it is easy to forget that the human race's chief advantage is resilience. Our ability to adapt, problem-solve, be innovative and respond to unexpected challenges is central to our survival and success. COVID-19 will be no different.

Governments, Political parties, the Political System, the Citizens, Brands and Businesses, ALL, have an important role to play. With the right mix of empathy and creativity we can help soften the blow, be a source of inspiration and optimism, and most importantly prepare for the common opportunities and challenges we have ahead. But we need work in DISCIPLINE, Respect the People and bring everyone on Board. Not just selected ones. Otherwise if we have a petty-thinking, short-sightedness and partisan approach, we are doomed to FAIL TOGETHER. The future is for those who Think-Out-of-the-Box, Challenge Assumptions and Shift Paradigms...

ASHRAF OOZEERALLY
03.05.2020

Youth in Pandemic

Ah... 2020! Just four months ago we were walking into this new decade filled with hope and New Year resolutions. Fast forward a few of months, Australia was ablaze, World War Three almost started, and a killer virus almost exterminated humanity... To top it up, wild-fires have started near Chernobyl nuclear plant and we were almost hit by an asteroid yesterday! (29th April). And climate change remains a threat to our survival!



RACHNA SEENAUTH

Contagion meet Armageddon meet 2012... Please, whoever is trying to awaken the dinosaurs, don't! BAD, BAD idea!

We're four weeks into the huge time-out forced on us by coronavirus. All concerts are cancelled. So are sporting events, major conferences, and conventions for each vertical industry imaginable. Restaurants, bars, and movie theatres are ordered closed by city officials. Theme parks have packed up, and the summer Olympic Games in Tokyo is likely to be postponed or cancelled altogether. The one pertinent question on football fans' minds: Will Liverpool win the Premier League title this year?

The first radical change we've had to adapt to is how we greet one another. The coronavirus has made intimacy feel treacherous, because the disease can sometimes move from person to person through the most mundane of activities, like talking, kissing, even singing. That it is often transmitted asymptotically has forced us to see everyone as a possible threat. New types of greetings have emerged. Shaking hands and hugging are out of the picture obviously. Most in our society are conversant in the "namaste". Others are adopting the Vulcan and Wakanda salutes. An easy wave "hello" as acknowledgment and an understanding that sometimes social distancing is kind, not rude.

Most of us have spent much of our time in confinement trying to adjust to the lifestyle change the virus has brought. But we're also starting to envisage the end of lockdown and how life will be post-coronavirus.

Welcome to the brave new world of COVID-19.

The digital world taking over as the 'analogue' takes a step back.

Society runs on information and connections, in an era where both are immediately accessible, anytime, anywhere from a mess of devices. With platforms like Facebook and Twitter, users can share information with only an easy click.

However, nearly as good as social media (and the web at large) is for sharing information, it's also terrible at filtering the proper information to share. Since its outbreak several weeks ago, social media platforms are rife with misinformation. From quacks peddling "cures" that do nothing to stop contracting the virus, to racist and xenophobic posts blaming entire nationalities and their diet to be the source of the pandemic, social media has struggled to deliver the right information and stop fake and erroneous news from trending.

In the interest of preventing social media from becoming a cesspool of wrong "facts" and faux news, platforms must strengthen their moderation policies and actively censor content that is false, defamatory, and outright fabrications. Only through proper information can the general public understand what's happening and increase their chances of survival.

Streaming content online has become massively popular over the past decade. As movie theatres close and live events get cancelled left and right as the world fights this pandemic, streaming is more becoming more dominant in delivering content. From concerts to sporting events, what was once considered prime events for giant in-person audiences are going to be forced to stream them to homebound fans instead.

Although live events will eventually return after this crisis, more fans and consumers will instead stay within the comfort of their own homes and watch events that are streamed or broadcasted live rather than paying for expensive tickets, lodging, and even more costly concessions to attend events face-to-face. Streaming movies reception, already a well-liked option, will surge in popularity, with companies like Netflix and Disney reaping the advantages. It is expected that the live show business and theatre business will suffer.

The mask....

In China and other nations, masks are now a part of the lifestyle of citizens. Asian countries have faced such epidemics and pandemics in the past including SARS outbreak of 2002-2004.

These nations have long understood face coverings as a public health resource and a tool for cultivating national unity. It's routine, for instance, to find people wearing masks on the streets of Beijing, Seoul, or Taipei or as they socialise with friends, because someone with a cough will likely be hesitant to place their neighbours in jeopardy.

Though the science behind the effectiveness of masks is still being debated on, masks are likely to become a fixture of our post-pandemic world.

Work from Home and Not-so-mass transit...

“The pandemic has resulted in what is effectively the largest “work from home” experiment ever conducted in human history . . . We’re seeing the effect on the internet, in terms of traffic patterns that are shifting. People are accessing more educational resources online for their kids; finding unconventional ways to connect with co-workers, friends, and family; and employers are being more flexible in how they respond to employee needs through more dynamic, cloud-based technology. I think we’ll see these shifts last well beyond the immediate fallout of the COVID-19 outbreak.” - Matthew Prince, CEO of Cloudflare.

Pandemics have always been the enemy of dense, urban life. Cities, where people sleep in close quarters and blend with people from other places, are ideal breeding grounds for contagions. When the plague devastated Europe, as noted by the historian William McNeill, the cosmopolitan centres of Renaissance Italy fared far worse than the reaches of Poland or other parts of Central Europe.

Because of the Coronavirus, we’ve learned to conduct meetings online. Systems like Zoom and Skype are working well, even for giant groups. Because everyone can see their faces, attendees tend to be more present and have fewer distractions than on conference calls.

For some businesses, telecommuting is often a boon for his or her bottom line. Imagine a corporation which will run its entire operation staffed by workers who work from home. No more paying huge leases for large office spaces. No need for long commutes. Flexible hours and dealing in your pyjamas (or anything you would like to wear). Telecommuting provides the advantage of hiring a geographically diverse group of employees without fear about where to deal with them or relocate them.

In terms of education, online learning also comes with some advantages. For quite some time, schools and colleges have resisted online instruction, and institutions that do are considered inferior. However, with a rapidly spreading virus and a campus filled with people in close contact, schools have been forced to make online classes as alternate, albeit temporary, solution. By letting students learn from home, colleges can allow more students to attend class simultaneously, while students who missed lectures for any reason can catch up with video streaming.

Meanwhile, although some classes are often successfully taught online, specific disciplines are impossible to instruct through the web. From lab work for chemistry to the humanities and arts, classes must be conducted face-to-face.

While those in the cities have Wi-Fi and high-speed internet available, people living in rural areas do not, resulting in a possible gap in information in times of crisis. Furthermore, older adults whose survival depends on adequate information are unskilled in navigating online, leaving them susceptible to hackers and false information.

Those who are poor and under educated also are likely to be less well connected, leaving them less informed and more vulnerable. Poor students might find themselves unable to participate in online courses, and a few workers might find themselves unable to afford the connections necessary to telecommute. To repair this information gap, governments and private sectors would need to spend billions on extending home network coverage to the mass at a reasonable cost, but is there a political will to do so?

Some industries will prosper during the crisis, while others will suffer significant losses. Some workers might enjoy telecommuting, while others might lose their jobs thanks to declining business in their sector. Because of our information network, most of us will still be able to connect despite our isolation, while those that lack access to the web will fall behind. No matter the duration and severity of COVID-19, it will have an enduring impact on our society. However, not everything is often solved by moving online. Businesses in personal services, retail, and food and beverage businesses will suffer under this crisis, as personal interaction remains an important aspect.

With little warning, COVID-19 is changing everything about our lives – changes that are universal across generations. Although each generation are going to be affected differently, each and every one of us will be forced to adjust to the new normal. People of all ages will see their lives disrupted. Perhaps this may compel us to place aside generational divisions and come together as a human race to navigate these new realities together.

But if Hollywood has taught us anything... Humanity always survives.



RACHNA SEENAUTH
03.05.2020



Click here to view video from **RACHNA SEENAUTH**
<https://youtu.be/BsYeTA-LPcs>

Avenir prometteur

Pendant plus de 40 ans notre entreprise familiale spécialisée en façonnage de ceinture 100% cuir s'est créée une place sur le marché étant parmi les premiers à Maurice à fabriquer des ceintures, savates, sacs faits main par Mr. Malepa, A noter que notre cuir fabriqué à Maurice est revendu dans plusieurs magasins à travers l'île. De bouche à oreilles notre produit fut apprécié à sa juste et noble valeur.



CATHERINE MALÉPA

Cependant en 2015, moi, Catherine Malepa, âgée de 20 ans ai décidé de reprendre le flambeau et d'ouvrir ma propre compagnie « Franc & Son Co. Ltee ».

La diversification de nos activités fut un Must pour survivre, J'ai eu l'idée d'épauler le business de ma mère Mrs. Lorna Malepa, qui suite à l'épidémie de la vache folle qui a provoqué une carence en cuir sur le marché, a dû faire face à des difficultés par manque de matière première et a diversifié ses activités avec la préservation de fruits de saison locaux à Maurice. La méthode de conservation était la cristallisation des fruits saisonniers qu'on pouvait trouver sur l'île, tels que la mangue, l'olive, le bilimbi, le carambole, le tamarin et le fruit citre et ce, dans un processus d'une cuisson douce et légère avec du sucre de canne, sans conservateur ou produit chimique. Placés et revendus à travers l'île dans les boutiques, les écoles, les villes et villages pendant plus de 25 ans, elle s'est créée un nom et une place sur le marché sous le nom de « Fruit Tropical ». Avec ces 2 secteurs d'activités, la relance et l'avenir de la compagnie était assuré, mais nous avons dû cependant innover et renforcer nos compétences pour rivaliser avec les grosses entreprises et les produits importés qui se vendaient à bas prix. Le secteur du cuir, sous le label de « Franc & Son Ltd » a élargi ses horizons et commencé à produire des ceintures de sécurité pour les compagnies privées et gouvernementales. Le secteur agroalimentaire représenté par « Fruit Tropical » a changé de packaging et attaqué la grande distribution via les grandes Surfaces.

Lors de la relance, de nombreux clients nous ont demandé d'innover encore avec des produits sans sucre plus appropriés aux diabétiques et à ceux qui suivaient un régime. Suite à cette demande j'ai pris l'initiative de faire le transfert de technologie et d'apporter un produit qui pourrait satisfaire notre nouvelle clientèle.

En mai 2019 nous avons déposé la marque « West`Lo`Reine », avec une nouvelle gamme de produits centrée sur la déshydratation des fruits exotiques sans huile de palme ou tout autre agent chimique, sans sucre ajouté et préparée essentiellement en infusions fruitées, detox, snacks ou confiseries. Ce produit plaisait aux plus petits comme aux plus grands !

En Novembre 2019, avec la collaboration de « Dodo Traders Ltee » notre produit « Fruit Tropical » a pu s'exporter sur l'Europe à travers des boutiques mauriciennes, Encore une fois, la compagnie s'est assurée de satisfaire la demande de ses clients internationaux. L'entreprise familiale avait trouvé ses marques avec un esprit Eco Friendly. Nous étions aussi une compagnie qui minimisons le gaspillage tout en respectant notre environnement à travers un packaging recyclable et réutilisable Suite aux problèmes rencontrés avec l'arrivée du Covid 19, nous demandons à ce que les produits « made in moris » soient favorisés et nous demandons une campagne de fidélisation pour que nos compatriotes soutiennent les petites et moyennes entreprises.

Nous proposons :

- Mettre un site en ligne regroupant toutes les entreprises locales « made in moris » afin de créer un one stop shop et créer ainsi des événements similaires aux foires régionales sur cette plateforme.
- Mettre en place un réseau de distribution collectif.
- Mettre une clause sur l'importation des produits en compétition avec nos produits locaux.
- Mettre un plan financier solide et profitable afin que les entreprises puissent relancer leur business.
- Augmenter la taxe sur les produits importés non comestibles.

Franc & Son Co .Ltee remercie ses clients fidèles et vous invite à soutenir les entrepreneurs locaux.

Achetez Morisien et soutenez le marché local

CATHERINE MALÉPA
03.05.2020

Click here to view video from CATHERINE MALÉPA
<https://youtu.be/CIqSeggRtyA>



Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Pour une stratégie anti-corruption Covid-19

Le confinement, bénéfique pour endiguer la propagation sauvage du Covid-19 auprès de la population, aura été, en parallèle, préjudiciable à l'économie. Avec les baisses des activités commerciales et de la production, les pertes d'emplois annoncées, les pénuries ainsi que la baisse du pouvoir d'achat et d'accès aux services et produits, notre société se retrouve face à des conditions inédites qu'aucun prophète politique ou affairiste aurait pu prédire même dans son pire cauchemar.



RAJEN BABLEE

La population, confinée, n'a pas de réelle capacité d'appréhender ce qui se passe. On lui dit qu'il y a un monstre invisible qui est en train de tuer l'espèce humaine et qu'il faut qu'elle s'enferme avec pour seule source d'information fiable, celle du gouvernement.

Dans ce genre de situation où les gouvernements prennent quasiment le contrôle total de l'exécutif, il y a plus d'opportunités à œuvrer dans l'opacité et la tentation peut être grande de ne pas rendre des comptes à la population et aux autres acteurs sociaux. Et dans ce genre de situation, la population est malléable et influençable avec une marge de manœuvre très restreinte.

De plus, si l'assemblée nationale ne siège pas, il y a d'autant plus de tentation à prendre des décisions ou faire des actions avec le minimum de justificatifs. Comme le mentionnait Noam Chomsky, l'exécutif prend le contrôle total et la population est poussée à faire le dos rond comme un enfant obéissant et accepter tous les dictats de l'exécutif.

Il est important que dans ce genre de situation, la transparence soit le maître mot. Il ne faudrait pas oublier que c'est la population qui a délégué ses pouvoirs au gouvernement et que ce dernier doit lui rendre des comptes.

L'environnement d'un confinement procure des opportunités à ceux qui ont le pouvoir d'abuser de ce pouvoir. Trafic d'influence, Conflits d'intérêts, favoritisme et népotisme sont les principaux aspects de la corruption qui faussent les principes de la démocratie et qui bafouent les éléments de la bonne gouvernance.

Par exemple, l'octroi des permis pour circuler, pour faire des livraisons peut devenir un véhicule de la corruption. Certains pourraient être tentés de favoriser ses proches, d'autres pour se faire de l'argent ou fermer les yeux sur le fait qu'un automobiliste n'a pas de permis de circuler pour lui brandir que s'il ne paie pas un pot de vin, il pourrait se retrouver avec six mois de prison. En parallèle, ceux qui veulent 'tracer' n'hésiteront pas à soudoyer des fonctionnaires ou de faire parler leurs relations pour obtenir des permis au détriment des plus méritants. Du coup, il devient encore plus important que les élus et les hauts fonctionnaires soient tenus à déclarer leurs intérêts.

Les différents acteurs doivent être vigilants par rapport aux gros contrats ou les acquisitions de service ou de produits durant la crise sanitaire. Par exemple, des décideurs de mauvaise foi, peuvent invoquer l'urgence pour des acquisitions sans passer par des exercices habituels des appels d'offres en mettant l'accent sur l'urgence.

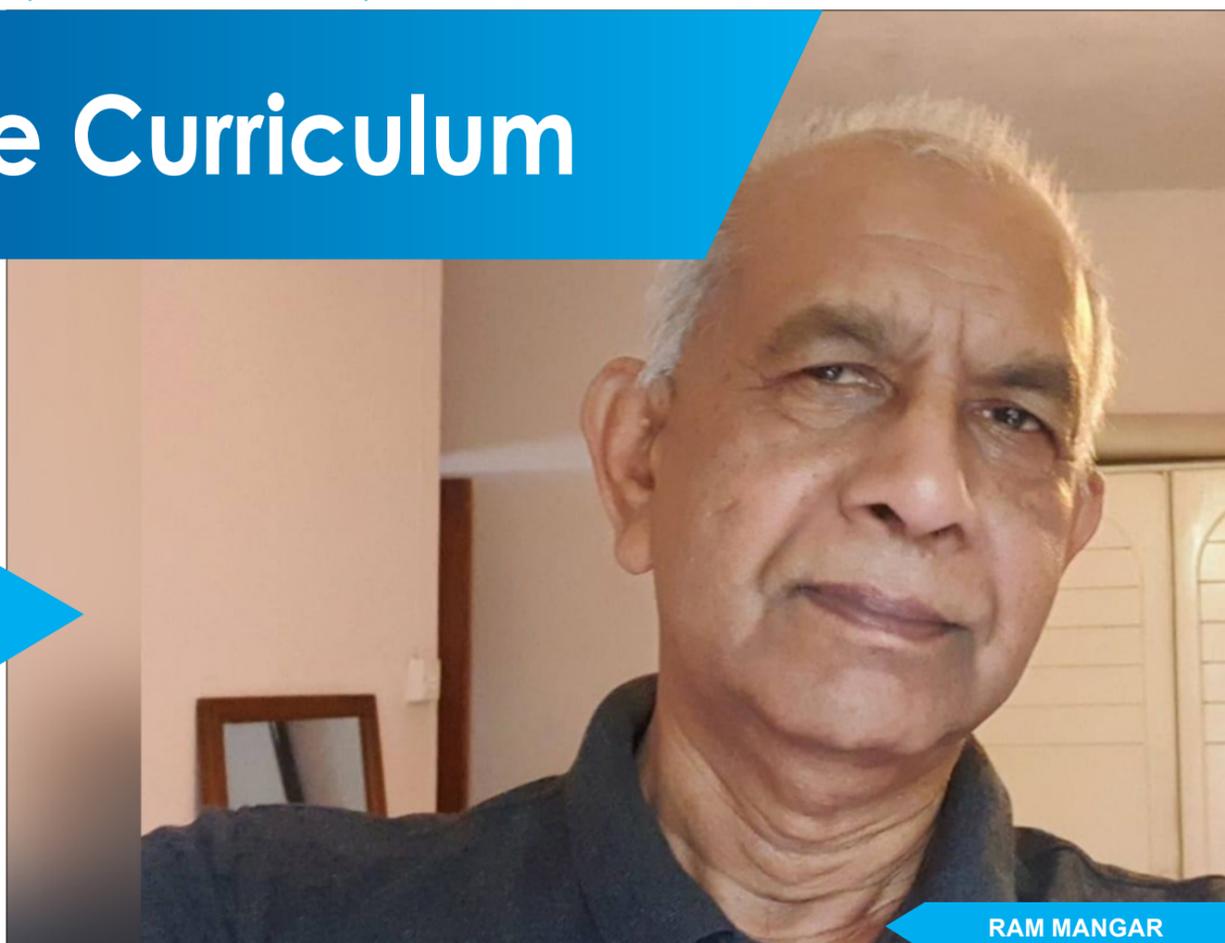
Les exemples sont innombrables. Cependant, il serait important de souligner la nécessité de transparence dans le cadre des dons et des quêtes. Le public est en droit de connaître les tenants et aboutissants de tous les dons ou autres. Tous les dons ne sont pas innocents. Il est important que la population connaisse les sources des dons, les conditions attachées à l'octroi d'un don et aussi les bénéficiaires attendus et réels. L'argent doit pouvoir être suivi de la source au bénéficiaire.

Les victimes sont toujours les plus pauvres de la société et chaque sou détourné, appauvrit encore plus les pauvres. Le fossé entre les riches et les pauvres s'élargira encore plus. Mais il existe un outil qui peut atténuer cela. Il s'agit de la transparence.

 RAJEN BABLEE
03.05.2020

Beyond the Curriculum

Education is the tool 'par excellence' that can be used to make or unmake the destiny of a country. Used in the right perspective, it can create a progressive, creative, innovative and happy people where human values would be at the core of all decisions. It needs a single person to change the destiny of a country. That single person would be a visionary and perhaps a benevolent dictator whose vision would be to create a world of fair treatment, of generosity towards the less fortunate and devoid of inequity, where every single individual would be cared for. Education is the field where the vision would begin to take form.



RAM MANGAR

Unfortunately, we have drifted far from that picture. States have abdicated their sovereignty and their identity and they have become subservient to central governments. Those governments have been reduced to a one man show with a leader surrounded by a handful of cronies. Institutions have become the spokesmen and the rubber stamp of the party in power.

In a neo liberal political system government serves mainly the interest of the private sector. They invest massively in projects which benefit the suppliers. In many countries of the world the main beneficiaries during the Corona Virus pandemic are the conglomerates and the multinationals that are massively being subsidised from public money without the least being bothered about being accountable. On the one hand billions are being showered to them without having to give anything in return while on the other, it is being said that some beneficiaries of the informal sector which comprise the independent workers, small contractors, planters, the labourers, the masons and fishermen will be sued for apparently false information provided by them. This state of things has been beautifully and boldly voiced out by veteran linguist and philosopher Noam Chomsky. He says: "One lesson (from the Covid19 pandemic) is that it's another colossal failure of the neoliberal version of capitalism.....After the SARS epidemic in 2003, the scientists knew perfectly well that there were other pandemics coming, probably of the corona virus variety. It would have been possible to prepare at that point."

How will the young generation react to the effects and after effects of this pandemic? The question will be answered in relation to the extent to which the population will be hammered and conditioned by the dictates of the corporate sector which is predominant in all spheres of our life. Schools have closed down for nearly forty days now and we have not yet been able to find a solution alternative to the traditional schooling. We are still fumbling about the right approach to solving an educational issue. The authorities are requesting proposals from individual schools as to the way teaching must resume. Some are coming forward with fantasies of their own, in a bid to outwit others. It has become a competition of the most eccentric plans that the human mind can imagine. The most important stakeholders in the domain, namely, the learners and the parents are being totally ignored and considered as mere consumers of a product that others have designed for them.

Our school curriculum has been bequeathed from our colonial masters. The growth in the number of schools, both at primary and secondary levels, is attributable to the individuals and religious bodies. The State has always regulated the schools and has designed the learning programs to be implemented. There has been no substantial change from the initial curriculum obtained from the British Government. The content of disciplines has changed and increased in volume but the objectives have never been spelt out publicly. It has always been an academic exercise. The pedagogy is archaic, leaving little or no place for creativity, initiative, innovation or novelty. Parents and pupils have been left out as passive receivers. Is not the present lockdown a god sent opportunity to question the whole system and go beyond the curriculum? Should we not break away from an ill designed legacy which no more responds to the needs of our society? Why are we sticking to a system which favours a massive drain of our best brains and skilled workers? In fact we have a system which pays money to encourage our best talents to settle in other countries. In a sense we are financing the training of labour of foreign countries.

The present confinement has been an opportunity for the strengthening of the family cell. The fundamentals of happy family life have resurrected. People are learning new skills in areas as diverse as cooking, bread making, music, singing dancing and writing. All these passions were kept at bay and suppressed. Is it not time to consider the real life aims of the population and incorporate them in our schools? Going beyond the curriculum would imply questioning many assumptions held to date. Among the many erroneous beliefs are the following: (i) that English should be the only medium of teaching and examining, (ii) that knowledge and skills cannot be acquired through Mauritian Creole, (iii) that all children cannot acquire academic skills and pass examinations, (iv) that the only way of holding examinations is the Cambridge SC and HSC, (v) that schools with Creole medium cannot exist side by side with English medium schools, (vi) that we should always relegate citizenship and moral education should not be the prime aim of learning, (vii) that the school curriculum should always respond to the needs of big corporations, and (ix) that we should not inculcate self confidence and self esteem into the mass.

The false assumption that some pupils cannot learn has been entrenched in our system far too long. The present system has marginalised and alienated a vast body of our children, mainly from the rural areas where most of the parents do not have the same level of education as their counterparts in the urban areas. The proposed nine year schooling with its academies and polytechnics makes the cleavage deeper.

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

The system is highly inequitable with its categories and tags based on an obtuse view of our people. The elitist philosophy has created a pyramid with a large base and a small apex. No consideration is given to the notion of excellence in learning where the child is allowed to excel in his favourite field. Coming back to the present situation where the behaviour of the corona virus is highly unpredictable it would be unwise and reckless to open schools and expose children to be incurably infected.

The only alternative is online learning but not in the form it is being practiced. A significant number of families cannot afford laptops, tablets and smart phones. It is the responsibility of government to provide the necessary technological tools, the required software and free bandwidth. This should be accompanied by proper training provided by experts on the local TV channels. Teachers must also be equipped with laptops, free bandwidth, software and training in the extensive use of the said software. This will ensure a level playing field to all stake holders. The equipment provided to teachers will remain in their possession as a technological tool for pedagogy. It will provide the opportunity to teachers to get away with traditional teaching notes and chalk and blackboard methods.

The costs of providing such equipment will easily be absorbed from already existing budgeted finance and from savings made from non payment of transport money actually paid in the context of free transport. This measure will help reduce the existing inequality among the student population and will also mark a new era of pedagogical change.

The end word is that the pandemic will serve us positively by providing the opportunity to rethink our educational system and go beyond the curriculum. It should be a curriculum for social upliftment through the school. The aim of education would then not be to legitimise social inequality but create avenues for upward mobility of the population as a whole. No child should be left behind.



RAM MUNGAR

03.05.2020



Click here to view video from **RAM MUNGAR**
<https://youtu.be/ZqSqj6zbnuk>

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Education System in Mauritius

Education is the acquisition of basic skills and knowledge merged with discipline and academics, which fosters the psychomotor, cognitive and affective development of a person. The education system in Mauritius, known as the formal structure of learning, has its origins in the British school system. When our beloved country got its independence in 1968, Sir Seewoosagur Ramgoolam, the father of the nation, promoted free education and provided equal rights of education to all citizens of Mauritius.



PANCHOO DEEPIKA YASHASVINEE

Schooling hence became compulsory until the age of 16. The education phase of a citizen ideally involves 4 categories, namely the pre-primary, the primary, the secondary and the tertiary level. Fast-forward from 1968 to 2020, there has not been any major change to our education system although several educational reforms have seen the day. An educated nation is born from its educated citizens where the education system trains people to strengthen the economic pillar and help in the development of the country. Over Rs 15 billion has been allocated to the education system in the 2019-2020 budget, but is this money sufficient to transform the actual system from the prisoner of its past?

We let money rule us, ignorant of the fact that it is powerful if used in the proper way. In addition to the financial aspect of improving the system, the synthesis of efficient management, commitment of education providers and enforcement of technological tools will pave the way to bridging the gap between 1968 and 2020. Let us not forget that the motivation of learners is based on the 'motive' + their 'action'. The factors such as money, commitment and technology, endorsed with good management, will create the 'motive' aspect for the learners while the 'action' aspect is required by the learners themselves. Just like both hands have to participate for a clap to occur, the 2 aspects of 'motive' and 'action' are very important for a fruitful and productive system of teaching and learning.

With the pandemic of covid-19 turning our lives upside down, questions are in the minds of everyone for the education of the new generations. To mitigate the risk of students losing their educational year, learning sessions for the primary and secondary levels are being taught through the MBC. In addition, a partnership between the Service Diocésain de l'Education Catholique (SeDEC) and Radio Plus allows students in Grades 7 - 9 to stay connected to their studies between 11 a.m. and noon during this period of confinement. The famous 'business' of giving tuitions is also facing a terrible recession as learners are requested to stay at home.

Since the lockdown is set until 19 May, the Ministry is currently working on a post-curfew plan, which will be in force once schools resume. Schools have been requested to submit their proposals for same, so that a concrete and collaborative decision can be reached, taking into account the specificities of their establishment. During the resumption of studies, which will take place in phases, only half of the school population will be allowed to go to schools. This will be done to avoid gatherings in schools and public transport, in a view of respecting the social distancing. The Ministry will also ensure that the number of days for Grade 11 and Grade 13 students is maximized. A similar measure could also apply to Grade 9 students preparing for the national exams. The pending aspect is whether tuitions will resume or not. Again, this goes back to the commitment of our education providers and of how much considerate they are willing to be, concerning the learning of our youngsters and their safety without letting money rule their decisions.

The question that arises here is, can we take covid-19 to be a teacher for once? With the evolution of this pandemic, the education system has been forced to probe into ways of using online teaching and technological tools for the advancement of learning. We are living in a technological era, where the students are exposed to mobile phones, laptops and televisions. Nowadays Google can answer most of our questions. In such circumstances, where learners are driven by this huge wave of being technology-savvy, we cannot expect them to go to school with textbooks and copy books, sit in a classroom which to them resembles a prison, and listen to a teacher. Previous generations have adhered to the ancient system and it proved to be beneficial to some extent, but amidst all, we need to realise that we have evolved and the education system needs to adapt to the current changes. As says Nelson Mandela, "Education is the most powerful tool which you can use to change the world". Education is about teaching someone to be the best of himself and not tamed to be in the 'rat race'. It allows one to move from an empty mind to an open mind which can "think out of the box". Every country wants to have educated citizens and every parent wants the best for his child. The field of education is constantly changing and the requirements of the present and forthcoming generations need to be addressed at the earliest if Mauritius wants to be a strong economy.

Until now, our education system has a track record of academic achievement. But a lack of adapting to the societal changes and failure to resolve the various deficiencies leaves the system corroded, screaming for imperative changes for the sake of our young leaders of today and tomorrow. The concerned authorities and stakeholders of the Mauritian educational system need to step in and take over the situation before it goes out of control. Covid-19 brought a huge change and will leave an impact for life if we take it in a positive way and use this change to update the education system by responding to the demands of our learners. If not, it is going to remain a scar for life. Time can tell if our education system is efficient, but is there much time left?

PANCHOO DEEPIKA YASHASVINEE
03.05.2020



Click here to view video from PANCHOO DEEPIKA YASHASVINEE
<https://youtu.be/AnNmQC-4-bQ>



Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Leadership & Entrepreneurship Series

40+ days of lockdown, and many things have changed. Nothing is guaranteed or safe. News of the economic downfall keeps coming every day from every part of the world. Our own pride of Mauritius, our national airline has been put into voluntary administration. Things look gloom and doom. Is there hope?



RAVIN PAPIAH

Citizens of Mauritius and friends of the world – there is HOPE! In fact, this is all we have! Hope is not just a word, it is a mantra. The dictionary defines hope as the feeling that what is wanted can be had or that events will turn out for the best. Hope is looking at the future with positivity, with belief, with faith, with....hope.

You may be asking me why there is still hope? It is a good question. The answer can be many, but I will give you one, one that I believe makes a lot of sense in the crisis and chaos that catching the momentum. The answer is simply because we are human beings and we have the capacity to think! Thinking is Power. We are the only one species who have been gifted with the power of thought. Thoughts become things. And if we dwell on this power, and if we cultivate this capacity, and if we nurture this potential of our mind – we will get through, our hope will vindicate, our lives will change for the better. This capacity to thrive through hope and think our way to solutions rather than dwell on the problems is what we call leadership – the power to take our own self to another level of capability, the power to become our better version, the power to redefine or re-invent ourselves, each one of us.

Leadership is not defined as the power to control and abuse. My Mentor, Dr John C. Maxwell defines leadership as ‘Influence, nothing more, nothing less’. Influence – what a beautiful word! By dictionary definition, it means ‘influence may apply to a force exercised and received consciously or unconsciously’. Powerful definition. That means that ‘influence’ can be positive and negative. It can be forced, or it can voluntary. If you have always believed that ‘leadership’ meant ‘positive capacity to convince other people to follow, you may be wrong because ‘leadership’ can be positive or negative. It can be constructive or manipulative. It can be perceptive or deceptive. It can be Mahatma Gandhi or it can be Hitler.

But what we are concerned here, what we want to talk here, is ‘good’ leadership, the kind of leadership that inspires confidence in other people and moves them to action. We are talking about leadership that is transparent and constructive, that is assembling and productive, that is life changing and innovative. We are talking about servanthood leadership, the kind of leadership that think about and thrive for others, not the one that aims at self-glory and self-power. We are referring here to the Mandelas, the Gandhis, the Mother Therasas....the Fords, the Carnegies, the Edisons....the ones who thought and thrived for others, rather than for themselves. These people are also called Entrepreneurs!

Mike Michalowicz, in one of his best-selling books, said that ‘Entrepreneurs will save the world’. This cannot be more true in today’s world stricken by the pandemic of the corona virus. Where big corporates like Air Mauritius is failing, and many bigger ones around the world are too, it is being hoped that Entrepreneurs are the ultimate solution to restore the world to its previous state, not to say to a better one. But why? Why Entrepreneurs will save the world? How are they going to save the world? What is the magic solution they are going to bring?

Entrepreneurs are dreamers, but dreamers who bring their dream to fruition. The world has been built by the idea generators, the dreamers and the doers, called Entrepreneurs, and will continue to be so. But in today’s world, there is another brand of Entrepreneurs who are making the difference! The Small and Medium Entrepreneurs! In Mauritius, out of 555,000 employees, the SMEs employs more than 325,000, out of which, the small and micro enterprises employ 275,000. What does that mean? That the small and micro enterprises that employs on average 1-3 people per enterprise, employs about 50% of the entire workforce in Mauritius! This is HUGE!

So, when we see big corporates are falling due to the pandemic, the eyes are turned on to the micro and small entrepreneurs – they are the ones to save the world, truly! But is there a revolution coming to ensure more and more people turn to entrepreneurship in this chaotic situation? How do we make sure that Entrepreneurship is given the place, focus and the right it deserves to turn it into the magic pill the world is looking for? How do we do this in Mauritius? What is needed to give Entrepreneurship the energy and resources required to make it the alternative the world will be looking to re-build itself from the ashes of the covid19 pandemic?

Well, I will ‘see’ you next week to continue this analysis.

RAVIN PAPIAH
03.05.2020

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

THE FATE OF EDUCATION

I adhere to the belief that “Education is the most powerful weapon which you can use to change the world.” (Nelson Mandela) – Mankind has evolved in its journey on earth from the education system that builds community and their citizens.



MERVYN COURTAUD

We envision a nation's intelligence to drive in change and prove that education is the weapon to enact change. Today, we have witnessed how our prospective engineers built ventilators for our local COVID 19 patients under artificial respiration, we have witnessed how our medical students are on the frontline to fight the pandemic.... but what about our kids? Are being taken for granted with confused verbs?

We are living in an unprecedented time where protocols are to be strictly observed – yet we highly question the quality of education provided to our future generation. Our modern era speaks of getting outside the box – we have shifted to online classrooms and distance learning; this facilitate us to investigate if the lecture hall or the physical classroom is the actual box hindering the passage of progress.

As a global citizen and university student, I defy that our education lies only in the content delivery from institutions and from what our system is framing. Education starts from the premise that “learning is a womb to tomb process”. Its high time for our democracy to define Education and empower the community to go beyond four walls – lets define education as the power to harness the mind, heart and soul. Our life outcomes are not a set of predefined curriculum but it's a living experience of our thoughts, skills and determined actions.

Traditionally, formal and informal education was the norm – but I see today the need for transformational education. A healthy, harmonious and holistic approach to set standards in our system not only to educate but construct a mastery that comprehends and fill the voids of our society.

‘Knowledge is Power’ – What is the purpose of this power? Should we tag our citizens as literate or illiterate? We are living a paradox of literacy – not for what has been learn in books or those who had the chance of wearing school uniforms are better - but what has been applied for our progress is what we really need. Let's take the simple practical example of a planter today – he is the man we need beyond every technology to live in the COVID challenge. The real power lies in the practice and principles of our dear passion. (Application is what makes you Powerful)

In the face of challenging the system, the wise approach is to demystify our educational needs that are related to our growth needs. Our wrongdoing proved us wrong – a few months ago, the government decided to close the Faculty of Agriculture at the University to reengineer the various structured agricultural programme. The Faculty of Ocean Studies got expired also... Unbelievable! Our island surrounded by a vast maritime zone of 2.3 million square kilometers and an additional sea area of 396 000 square kilometers is unable to produce local marine experts out of our educational system.

Our way forward is not only to preach about innovation with our kids being supported with tablets but it's the training to each and every citizen to give substance to our living. It is high time that the system acknowledges its poor performance. Education seems empty without our sound policies and wise leadership which we have been waiting for ages – forthwith the pandemic; while we reflect on our educational mediums, policies and progression – it is a mirror that reflects a ‘CoCovid’ (Creole Expression for an empty mind)

There is continuous debate about the nature of our education system and how it nurtures the future of this country. The fate of education can be distinguished by connecting the dots – we ought to build a landscape not only with said ‘intellectuals’ but our ability to influence each citizen to be inclusive as an indispensable element of the education that we really need. We need responsible parents to socialize their children – We need professionals to share knowledge – We need businesses that urge innovation – and all of these are the results of a built in educational system.

We need to connect the fundamentals of every area of our lives to allow for a sound educational system to prevail... where this cycle from primary-secondary - tertiary – then ready to work is the dominant culture that leaves behind many of our men ... we need ‘another brick in the wall’ and it is FAIRNESS – ATTITUDE – TRANSFORMATION – EMPOWERMENT that will be the fate of education and the future of our nation.

MERVYN COURTAUD

03.05.2020



Click here to view video from MERVYN COURTAUD
<https://youtu.be/SFBD2ifMMIo>

La Maladie v/s La Santé

Quelle aubaine de mettre à profit ce temps de “pseudo” confinement pour se poser quelques questions sur notre santé et sur la Santé en général. Pour cela nous commençons par un bref constat.



MARJORIE TRIFILIO

En l'absence d'une politique d'information et de communication qui prône la santé, nous sommes en mesure de dire qu'actuellement nous faisons partie d'une société qui vit dans un système de maladie et non de santé. Pourquoi ? Parce que tout ce que nous faisons est impacté par ce système là et l'intérêt de ce système est que le malade passe aveuglément par la case “médecins”, “hôpitaux”, “pharmacies”, “centres spécialisés”, “maisons de repos” pour la prise en charge de notre mal être ainsi que toutes sortes de consommation “divertissantes” et/ou addictives à des fins compensatoires pour notre “convalescence”. Ce qui ramène à dire que finalement notre système traite les symptômes et non les causes.

Le système économique organisant notre système de santé fonctionnerait-il en capitalisant sur notre dépendance ? Ou bien est-ce cette chape d'ignorance qui nous maintient dans l'illusion concernant notre santé ? Eh bien sachant que l'ignorance est à la base de toute peur nous sommes tenté de dire que OUI, tant que nous sommes malades nous sommes “bankable”, OUI, tant que nous ignorons les lois du vivant et de la nature nous sommes tous dépendants des médicaments et des vaccins proposés, OUI, tant que nous continuons à chercher une solution et une aide extérieure nous sommes à la merci de toutes sortes de croyances qui nous font perdre notre libre arbitre et finalement nous assujettis à “Big Pharma”. Ceux qui nous soignent sont eux-mêmes rémunérés par ceux qui fabriquent les médicaments, n'est-ce pas un cercle vicieux ?

Aujourd'hui nous sommes privés de notre liberté au nom de la sécurité collective avec le confinement qui est une mesure aussi radicale qu'incompréhensible car on nous impose une solution préventive qui est insignifiante si elle ne fait pas partie d'un plan plus général qui inclut un dépistage de masse.

Nous pouvons également nous interroger sur le choix du gouvernement et des médias de nous communiquer uniquement les chiffres des personnes infectées, traitées et décédées du Covid19 et de faire l'impasse sur les chiffres qui concernent les pertes humaines dues aux autres pathologies ? Certes ces chiffres là sont consultables sur les sites officiels mais pourquoi ne pas se servir de la conférence de presse télévisée à laquelle on est maintenant habitué, pour en informer la population ? Pourquoi ne pas également expliquer à la population, de l'importance de renforcer ses défenses immunitaires comme le font les spots publicitaires pour l'apprentissage de bien se laver les mains !?! Qu'est-ce qui motive cette sélection de l'information ?

Pasteur aurait reconnu sur son lit de mort **“Le microbe n'est rien, c'est le terrain qui est tout”**.

En effet, si la réaction de tout organisme confronté au virus du Covid19 était similaire pour chaque individu, à savoir une attaque systématique de nos défenses immunitaires avec une aggravation des symptômes alors on serait en droit de dire que seul le facteur viral est à prendre en compte et par conséquent nous pourrions aisément comprendre la peur (pour ne pas dire la terreur) qui nous maintient dans cet état anxiogène que connaît le monde entier aujourd'hui. Or, nous constatons qu'il existe bien un 2e facteur (et non des moindres) à prendre en compte, en l'occurrence notre propre système immunitaire, ce qui change toute la donne voir, notre regard sur la question.

Dans 1 M3 d'air il y a entre 2 et 40 millions de virus ce qui veut dire que nous vivons déjà avec les virus donc croire que nous n'allons pas rencontrer un jour le covid19 est une pure illusion parce que le virus est bel est bien là dans notre environnement et nous allons devoir apprendre à vivre avec (avec ou sans masque(carade) car à moins que nous ayons tous des masques chirurgicaux qui ne laissent filtrer l'air, tous les autres masques ne serviront à éviter la projection des microbes mais n'apporteront aucune protection à son utilisateur car le virus est partout dans l'air et son ingestion est inévitable) d'où l'obligation de prendre conscience au plus vite comment être prêt à y faire face et à participer au plus vite au développement de l'immunité de groupe ce qui aiderait à écourter le confinement et éviter les 2e et 3e vagues. Une personne en bonne santé a des ressources nécessaires pour faire face au virus sans traitement extérieur ni vaccin, mais juste en appliquant des méthodes naturelles pour renforcer son organisme afin que son corps soit capable de résister et de diminuer les risques de développer les symptômes les plus graves du Covid19.

Il est également bon de savoir que notre corps compte plus de virus, de bactéries, de levures et de champignons que de cellules ce qui signifie que tous les virus ne sont pas dangereux. Dans les années 50-60 il existait la pratique du “Pox Party” qui était organisée (par les opposants à la vaccination) dans le but de réunir des groupes d'enfants et de les mettre en contact avec un autre enfant atteint d'une maladie infantile (telle que la rougeole ou la variole) afin de développer une immunité de groupe. Cette immunité naturelle (gratuite) s'oppose à l'immunité vaccinale (payante). La différence étant que quand on contracte le virus par les voies respiratoires ou les voies digestives, toutes les barrières de l'immunité sont sollicitées à savoir l'immunité muqueuse, l'immunité humorale et l'immunité cellulaire, à partir de là le corps va développer une immunité hétéro subtypique et cette dernière va offrir une protection supplémentaire aux attaques des souches virales qui vont suivre. C'est l'immunité naturelle construite par ingestion. A l'inverse l'immunité vaccinale s'explique par l'injection directe de la souche virale qui va passer uniquement par la barrière de l'immunité humorale au détriment des 2 autres immunités. La nature serait-elle bien faite !?!?

Notons tout de même qu'en revanche, la toxicité et la dangerosité du virus seront préjudiciables pour les individus dont le système immunitaire est faible ou déficient et plus précisément pour ceux qui ont déjà de lourdes pathologies que l'on connaît comme étant les maladies Cardiovasculaires, les cancers, le diabète, etc. D'ailleurs, on pourrait encore une fois se demander pourquoi est-ce que les autorités et les médias n'informent t-ils pas la population que ce sont de ces pathologies là dont meurent les personnes les plus fragiles et non du Covid 19 ?!

Dans l'immédiat, face à la pandémie nous avons donc deux possibilités d'aborder la situation :

La victimisation en prenant en compte la souffrance extérieure sous tous ses aspects, L'apprentissage par une dynamique personnelle qui, au préalable, commencerait par l'acquisition d'une connaissance de base de notre santé dans sa globalité.

Gandhi a dit **"Soyez le changement que vous souhaitez pour le monde"**. Un formidable conseil qui prend tout son sens aujourd'hui plus que jamais.

"Qu'est-ce qu'est la santé ?" La santé globale ou "holistique" englobe la santé du corps physique, la santé du corps mentale, la santé du corps émotionnelle et la santé du corps spirituelle. Ces aspects spécifiques de la santé sont indissociables et interagissent en synergie pour résulter d'une vitalité optimale. Ce qu'il y a de gratifiant dans la médecine holistique qui tient compte de ces différents corps c'est que non seulement l'idée étant de soigner mais également d'éduquer car nous sommes obligés d'aller chercher des clés afin de pouvoir avoir une compréhension de notre santé et ce n'est qu'à ce prix que nous deviendrons responsables, indépendants et autonomes.

N'en déplaise (encore une fois) à l'industrie de la maladie, nous sommes des organismes vivants qui évoluons en fonction de notre environnement avec une capacité déconcertante à nous adapter et à nous régénérer quand nous connaissons et appliquons les principes ou les lois de notre nature et de la nature. Surtout quand nous prenons conscience et intégrons que la solution nous vient toujours de l'intérieur et non de l'extérieur. Mais pour cela nous devons passer obligatoirement par un changement de notre système de croyance. Sommes-nous prêts à nous responsabiliser et à accepter l'idée que la maladie n'existe pas et que ce que l'on appelle maladie ne sont que des symptômes représentant des signaux d'alarmes ?!?! Une alarme qu'aurait notre corps pour nous avertir que quelque chose ne va pas parce que nous avons tout simplement ignoré les principes de base pour pouvoir maintenir notre santé dans un parfait état d'homéostasie ???

Ce même concept est-il dénué de bon sens si nous prenons en considération les principaux piliers d'une bonne santé ?!?! Cette dynamique de penser et d'agir ne prend t'elle pas tout son sens?!?! L'autonomie de la santé c'est de se prendre en charge afin d'être libre et de devenir partisans de notre avenir.

Au vu des actualités il serait sans doute salutaire de se recentrer pour un retour aux sources, un retour à la terre et cela ne va dépendre que des moyens que l'on veut se donner et si l'on est prêt à se responsabiliser. Pour retrouver la liberté et acquérir l'autonomie de notre santé il serait judicieux de nous appuyer sur ses principaux piliers tels que :

- une alimentation saine, équilibrée et le moins industrialisé possible
- la pratique d'une activité physique et quotidienne
- privilégier le repos et la détente avec un sommeil de qualité
- favoriser et entretenir sainement les contacts humains
- prendre en considération la gestion émotionnelle pour contrôler le stress
- retrouver un "ancrage" spirituel
- l'apprentissage de tous les principes "hormétiques" pour développer ses capacités adaptatives, etc.

"QUE TON ALIMENT SOIT TON SEUL MEDICAMENT" Hippocrate (460 – 370 av JC)

MARJORIE TRIFILIO

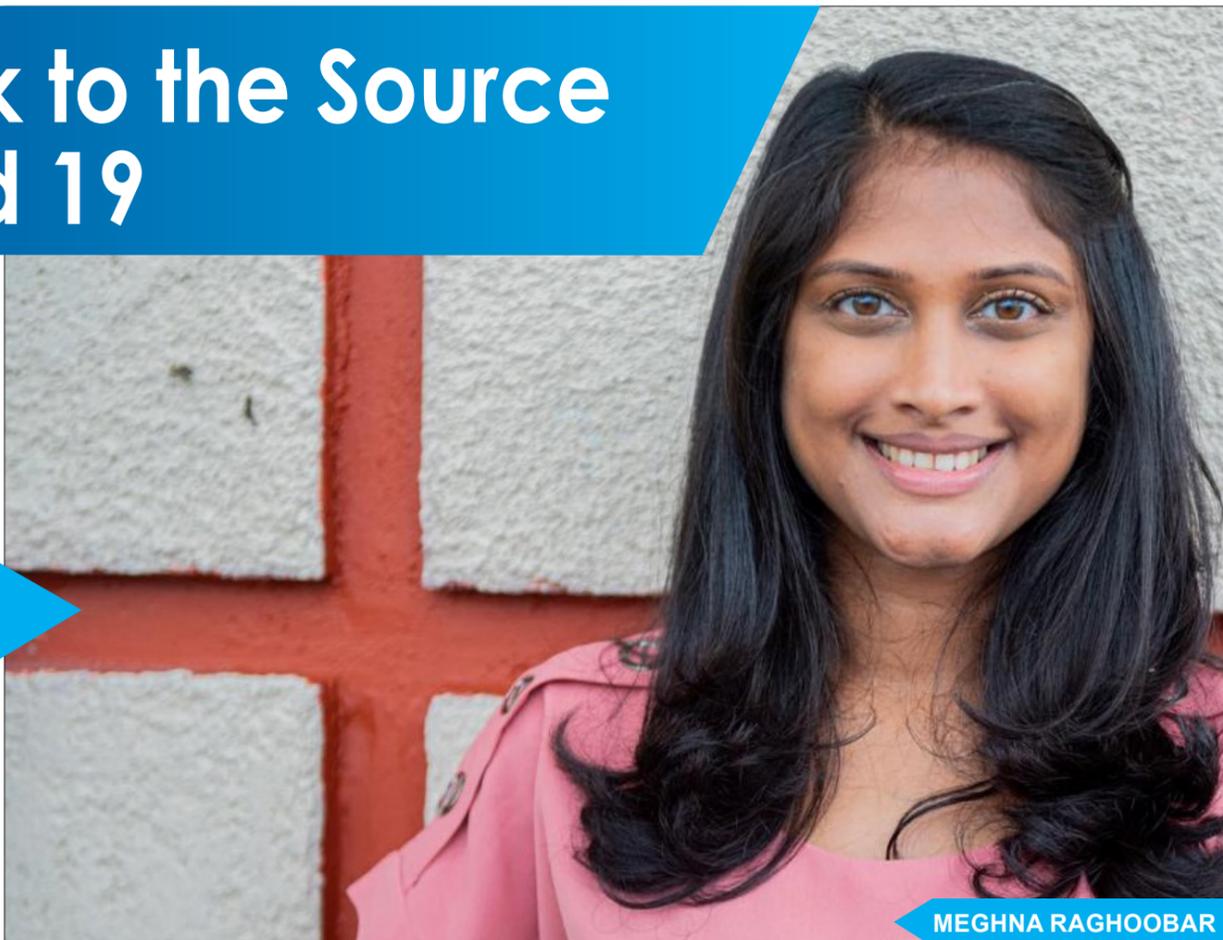
03.05.2020



Click here to view video from **MARJORIE TRIFILIO**
<https://youtu.be/pZjKoKblGFs>

Going back to the Source - Post Covid 19

Atma Namastey (I salute the Divinity in you) ! My name is Meghna Raghoobar, and I am being guided day-after-day to act as a catalyst in the transformational change that Planet needs at this point in time both for the human species and Mother Earth - by going back to the source.



MEGHNA RAGHOOBAR

In the course of my contribution in the upcoming months on this out-of-the-box website, I will be sharing with you my perspectives on how I believe the shift could happen individually and on a global political level using my experience and expertise on ecology, alternative medicine and education as we move forward post covid-19 in Mauritius. Our country is unfortunately way behind at this point in time. I want to however take this moment to commend Rodrigues, on its ecological agenda.

Each month, I will get deeper on a specific topic applied to our Mauritian context. However, for the purpose of this introductory article, I wish, you to take some time to reflect on two things :

- What has this situation of #Covid19 taught you ?
- How are you planning to do things differently moving forward ?

In few lines, I will share with you 3 things I would have done with my kids at this point in time, during the confinement and post-confinement based on what this experience taught me.

During confinement :

- I would have my kids basic life-skills (kitchen-gardening to start with) by upcycling cans and plastic bottles for plantation. By now, you will agree with me on this - Have you had a kitchen-garden, things would have been different for you when you heard about the #lockdown, isn't it ?
- I would have taught them cooking with very few ingredients. This is a life-skill in itself. We are so much engrossed in our own consumerist lifestyle that we forgot what is it to eat 1/3 of our stomach as yogic sages would advise it.
- I would have done 30-minutes playful exercises, played board games and some outdoor games with them, have I had a space outside.

How many of you did it ? If you did not, it's never too late to start it, mo ban kamouad !

Post Confinement :

- I would have made it a must to connect with nature along with my kids. I would have organised one hike per month with them. I would have taught them how to swim and go to the beach with them for snorkeling twice a month, and teach them the importance of preserving our marine eco-system and nature.
- I would have supported them in mastering something they are passionate about at their most tender age. Their passion might change as they grow up, but at least they would have mastered so many things along the journey that would teach them so many survival skills for tougher times. Kids love everything that requires the hands – and parents need to encourage that. It is sad to realise that as parents, unfortunately for our own 'peace of mind' during the past 2 decades, we gave our kids, tablets, phones. What a laudable action from our behalf!
- I would have played with them for 1-hour per day. Empathy and Compassion is an important attribute moving forward – we term it as Emotional Intelligence now, and it starts at home. When was the last time you played with your son/daughter ?

Thank you mom and dad for having been the parent I look forward to be.

Stay tuned for my upcoming thoughts on the depth of ecology, alternative medicine and education.

Until then, remember it starts at home, and with YOU!

MEGHNA RAGHOOBAR
03.05.2020



Click here to view video from **MEGHNA RAGHOOBAR**
<https://youtu.be/AnvPj77B9-g>

La Franchise est plus efficace que l'Espoir dans le domaine de la Santé publique.

En tant que citoyenne Mauricienne et Pharmacienne je me dois d'être claire dans mes propos sur cette période de la pandémie Covid 19.

Pharmacie est une science exacte qui regroupe les sciences de la nature (Chimie, Physique, Biologie) et les sciences formelles (mathématiques, informatique et physique théorique). De part les études pharmaceutiques, le pharmacien est pragmatique avec un esprit critique.



NEENA DOOHITA RAMDENEÉ

Ce professionnel de Santé est le dernier maillon dans la chaîne médicale en dispensant des médicaments pour guérir et prévenir les maladies. Durant cette crise mondiale de Covid 19, nous sommes tributaires des informations distillées au compte goutte provenant de sources gouvernementales. Cette pandémie est grave et de par sa nouveauté nous savons tous que sa gestion n'est pas facile. Nous devons être souples mais rigoureux dans notre analyse. Nous savons tous que la transparence doit être pratiquée pour éliminer les doutes et assurer la collaboration de la population.

Depuis le début de l'épidémie, en février 2020 (la pandémie a été déclarée par l'OMS en Mars), nous avons eu des messages incomplets de nos gouvernants concernant le matériel médical de protection (PPE : Personal Protective Equipment), les masques et les tests. Nous avons de l'avance pour nous préparer en voyant la pandémie se répandre à Wuhan en Chine, en Italie, en France... en plus l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) avait annoncé que Maurice se trouverait dans les 10 premiers pays à être contaminé. Nous étions prêts selon les autorités. Il y a eu des cafouillages au début mais une prise en charge par la suite.

L'isolation suivie rapidement du couvre-feu a été instaurée sauf pour les services essentiels comme le service hospitalier, la police, la pharmacie entre autres. La fermeture obligatoire, subite et totale des supermarchés, boutiques et boulangeries et autres pendant 15 jours est à déplorer car cela a causé la panique, une détresse physique et psychologique dans la population. On a privé le peuple d'un droit fondamental qui est de se procurer de la nourriture. Heureusement par la suite le système d'approvisionnement par ordre alphabétique a été proposé. Le peuple a suivi les instructions car l'énoncé était clair et bien expliqué.

Le seul mode de communication officiel de notre gouvernement sur la pandémie est celui de la diffusion télévisée unilatérale d'un point de presse (pas de visio conférence) du bureau du Premier ministre à travers un comité de communication. Des informations contradictoires et peu rassurantes sont émises, par exemple, cette semaine sur la provenance des tests de la Chine (à travers la donation de Jack Ma) et l'achat des tests rapides d'antigènes de la Corée du Sud. La précision sur les tests provenant de la Chine sous licence allemande aurait dû être donnée dès le début et ne pas attendre des questions des journalistes.

Il y a quelques semaines on nous annonce que Maurice a une capacité de faire 1000 tests PCR journaliers mais dans les faits il n'y en a eu qu'autour de 500 effectués. Comme le préconise l'OMS, la solution pour être proactif est qu'il faut plus de tests et ainsi la Clinique privée Wellkin est accréditée pour faire des tests PCR mais ensuite pour certains tests il y a une contre vérification au laboratoire de l'hôpital public Victoria. Pourquoi payer un test Rs 2500 pour qu'il soit ensuite refait ? Cela impliquerait-il que les autorités n'ont pas confiance dans leur accréditation ?

Quand on veut illustrer un point d'argumentation sur un sujet, on produit un graphique. Il faut savoir que selon les échelles et les valeurs que l'on présente, l'interprétation peut être faite de différentes façons et donc peut nous induire en erreur. Pour le Covid 19 on peut représenter sur les différents axes de façon linéaire (l'échelle est de 10, 20, 30, 40, 50) ou exponentielle (des multiples de 10 par ex 10, 100, 1000, 10000) par rapport aux cas confirmés de contamination de 1000 personnes ou des dates ou périodes (ex 1 semaine, 2 semaines). Les interprétations sont orientées selon la conclusion que l'on veut démontrer. Prenons comme exemple la vidéo sur You tube de VOX (média américaine créée en 2016) sur les différents graphes possible sur Covid 19,

https://www.youtube.com/watch?v=O-3Mlj3MQ_Q&list=PLJ8cMiYb3G5dBbOh_8kPN5s5aJHt1UCwn&index=5&t=0s.

Nous voyons que les graphiques peuvent être mal interprétés intentionnellement ou pas.

La polémique engendrée par les traitements, en attendant le vaccin qui ne viendra que dans un minimum de 6 mois au plus tôt, nous interpelle. Nous avons le besoin d'évaluer un traitement selon l'équilibre entre les bénéfices et les effets néfastes. Nous avons vu que notre gouvernement a décidé de traiter nos citoyens avec l'Hydroxychloroquine / Azitromycine tandis que de nombreux pays n'ont pas approuvé ce traitement. C'est un choix et on doit respecter. Ces molécules ont reçu un AMM (Autorisation de mise sur le marché) après un long processus de vérification pour d'autres traitements. Par contre la tisane ou décoction lancée par le Président de Madagascar Mr Rajoelina sous le nom « Covid Organics » pour prévenir et guérir du Covid 19 n'a pas encore d'AMM. La molécule Artémisine provenant de la plante Atémisia de la famille de l'Armoise provient de la Chine et est plantée à grande échelle à Madagascar.

La concentration d'Artémisine dépend du sol de la région où se trouve la plante et la concentration est variable. Cette plante contenant une forte concentration de Zinc augmente notre système immunitaire et nous donne des armes intrinsèques pour lutter contre un virus.

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Ceci a été mis en avant par l'IMRA (Institut Malgache de Recherche Appliquée) et préconisé comme antipaludéen ou anti malaria. Le Président a décidé pour son peuple. Il faut être très prudent avant de suivre ce traitement sans les études scientifiques liées à l'autorisation de la mise sur le marché. En tant que pharmacienne c'est mon devoir de souligner que la mauvaise utilisation de l'Artémisine avec un dosage approximatif peut avoir de graves conséquences. Je dois préciser que la base des molécules de la pharmacopée menant aux médicaments est très souvent d'origine végétale (par ex l'Aspirine se trouve dans l'écorce du Saule) et ensuite avec la chimie organique les pharmaciens des laboratoires pharmaceutiques ont modifié et amélioré les molécules pour les rendre plus efficaces, plus assimilables par notre organisme.

Pour conclure, le Covid 19 nous rend plus humble, nous sommes tributaires de catastrophes comme les tsunamis, les tremblements de terre, la fonte de la glace, les pandémies. Sommes-nous suffisamment armés pour combattre tous ces maux?

La réponse est NON. Nous avons et nous continuons à maltraiter notre planète TERRE et aujourd'hui elle nous rend la monnaie de la pièce. A petit feu nous sommes en train de tuer nos petits enfants. Notre approche vis-à-vis de la nature, de l'environnement est à revoir. Nous avons le temps pendant ce confinement de voir l'essentiel. Le traumatisme est d'origine psychologique et psychique. La solution des dirigeants de notre Planète est d'engager tout le monde de façon transparente avec des propositions claires afin de pouvoir changer et s'adapter. Nous avons l'occasion de retrouver cette solidarité pour définir des solutions durables.

C'est le défi.



NEENA DOOHITA RAMDENEE
03.05.2020



Click here to view video from **NEENA DOOHITA RAMDENEE**
<https://www.youtube.com/watch?v=F96JbnNy8B8>

Agro-Écologie & Revoir au plus vite la légalité de l'Or Vert

Avec raison la légalité de l'Or Vert – le Cannabis, pour les besoins médicinales et récréatives, a été sujette des compréhensions et des développements majeurs. Plusieurs pays ont adopté une politique de décriminalisation. Les pays où plusieurs de nos compatriotes sont maintenant résidents ont déjà compris l'ampleur économique et sociale de la légalité du Cannabis.



NEELKANTH DULLOO

Peu importe leurs opinions, pour la plupart majoritairement conservatrices sur la décriminalisation du Cannabis, nos compatriotes, confortablement en exil dans d'autres lieux, ne sont plus que jamais contre la légalisation du Cannabis. A-t-on vu des Mauriciens abandonner le Canada parce que le Cannabis est désormais légal ? Au contraire on continue à choisir le Canada pour les études tertiaires et pour l'immigration. Donc on n'a plus le temps d'analyser les différentes mentalités ou les idéologies passées de ceux qui ne veulent pas se rendre à l'évidence que tôt ou tard on finira par légaliser le Cannabis à l'échelle mondiale. On finira par se poser aussi les questions suivantes ; (i) pourquoi le Cannabis a été criminalisé ? (ii) Qui a fait de cela un crime ? (iii) L'illégalité profite à qui ?

Les différentes mentalités et les détenteurs des idéologies passées que nous avons dans notre très chère République n'osent jamais hausser le ton contre l'illégalité du porno ou demander qu'on reconsidère le cadre légal du porno. Mais pourtant ils ont tous (sans distinction, à moins que ne soyez pas sain d'esprit) déjà vu et posséder du matériel à caractère pornographique. Combien en possède-t-on sur nos téléphones mobiles ? Mais pourtant posséder et distribuer les photos et les clips pornographiques est illégal et les Législateurs sont timides d'en parler. Ils ont peur de l'opinion publique et peur de leurs crédibilités personnelles ; quid à rester les bras croisés comme un gentil intellectuel. Si ce n'est pas de l'hypocrisie, je me demande ce que c'est alors. Pour combien de temps encore serons-nous des 'bénis oui-oui'.

On doit vite réaliser que nous sommes en urgence économique et que la République est maintenant gérée à crédit depuis ces dernières années. En 2014, notre dette nationale était de 6.6 milliards de dollars (Rs 266.94 milliards @ *statista.com). On a déjà prédit que cette dette sera à peu près 12.9 milliards de dollars en 2024 (Rs 521.75 milliards @ *statista.com). Donc une augmentation de Rs 254.81 milliards. Maintenant si on prend en considération les effets néfastes du Covid-19 et la façon de gérer les finances de la République, on a de quoi à avoir tous les frissons du monde. On peut conclure que pendant des années tous nos profits sont disparus.

En 2024, avec un palmarès économique des plus effrayants, avec les prévisions actuelles en ce qui concerne les performances des piliers majeurs de notre économie, avec une politique de licenciement nationale grandissante, avec notre dépendance accrue sur l'importation ; nous sommes tous condamnés à mendier davantage. Oui, mendier pour notre survie. On a tué la production locale et pour notre alimentation on supplie les consortiums internationaux pour pouvoir nous nourrir. On a récemment mendié un accord de financement avec le Saudi Fund for Development pour donner un 'boost' aux premiers pas du plan de relance de l'économie et on a bénéficié d'un ballon d'oxygène sous la forme de facilités de financement à l'importation d'un montant de Rs 14,4 milliards. Nos banques commerciales ont eu la sueur froide ces derniers jours et en raison des risques des 'Non Performing Loans', ils ne veulent plus financer. Ils sont réticents aux projets émanant du Gouvernement et c'est pour cette raison que la State Investment Corporation a été embrigadée pour assurer la garantie des projets émanant de la Banque de Maurice et du ministère des Finances. Je me demande quelle a été la politique adoptée en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire ou le 'food security' depuis 2015. On ne peut même pas fournir notre petit peuple avec de la pomme de terre. On importe les oignons, l'ail, les carottes, les choux, les choux-fleurs, les haricots, etc. On importe de l'Inde, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud, etc. À entendre les économistes de la République parler, on se pose tous les mêmes questions suivantes : (i) l'économie est-elle à bout du souffle ? ; (ii) est-ce qu'on a besoin encore d'argent en emprunt pour la continuité ? ; (iii) comment faire pour trouver l'argent ?

Nous savons tous quels sont les pays qui ont eu l'audace de faire obstacle aux représentations des producteurs de l'alcool, du tabac et des médicaments (eux qui ont tout fait pour que l'usage du Cannabis soit un crime), et qui ont déjà légalisé le Cannabis à usage récréatif et médicinal. Le Liban a ce mois-ci, en Avril 2020, légalisé le Cannabis pour les besoins médicaux. Pour sortir le Liban de la crise économique, la piste de la légalisation de la production du Cannabis thérapeutique a été étudiée sérieusement. L'autorisation d'une telle culture pourrait rapporter beaucoup chez nous. En mettant en place un mécanisme de contrôle, en instaurant une taxation de la production, on pourra bien profiter du boom mondial en ce qui concerne le Cannabis thérapeutique. Le Cannabis légal a engendré aux États-Unis un chiffre d'affaires de 6,9 milliards de dollars en 2016 (Rs 276.76 milliards), soit 30% de plus qu'en 2015, et pourrait rapporter 21,6 milliards de dollars d'ici 2021 (Rs 866.38 milliards).

Nombreux sont ceux qui sont convaincus qu'on est prêt ici pour procéder à la légalisation du Cannabis pour l'usage médicinal et récréatif. Notre société est intelligente et a déjà gagné en maturité, et doit dès à présent passer à la vitesse supérieure en matière de redressement de l'économie. Selon les dires, la République compte plus de 400,000 consommateurs de Cannabis. Ce chiffre deviendra encore plus conséquent années après années. Légaliser le Cannabis à des fins récréatives et médicinales chez nous changera complètement les statistiques sociales et économiques. On pourra lutter plus facilement contre les drogues dures et les drogues de synthèse. Le secteur touristique sera en grande permutation et cela aidera en conséquence le redémarrage de notre paille-en-queue national. Il faut avoir le courage de prendre des décisions audacieuses et si on continue à tergiverser vers le concept 'Trial and Error', ce sera alors une grande perte de temps et sera aussi catastrophique pour l'avenir de tout un pays compte tenu de la façon dont les finances de la République sont actuellement gérées.

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Avec 400,000 consommateurs de Cannabis, légalement cela pourrait générer quelques Rs 42 milliards par an et si on ajoute le secteur touristique avec les gains parallèles de cette démarche audacieuse, on pourra facilement imaginer un chiffre d'affaires de plus de Rs 100 milliards par an. Générer une somme pareille nous permettra d'éliminer notre dette publique, stimuler l'économie, éliminer la pauvreté, préconiser l'avenir en toute indépendance et surtout améliorer nos vieilles infrastructures.

De toute façon, content ou pas, on ne pourra jamais empêcher ces 400,000 personnes de consommer le Cannabis. Tant qu'on restera les bras croisés, ceux qui sont au four et au moulin pour approvisionner ces 400,000 consommateurs sont en ce moment les plus grands gagnants avec un chiffre d'affaires avoisinant les Rs 50 milliards par an. L'illégalité profite à qui ? Pourquoi doit-on continuer à le criminaliser ?

L'Or Vert sera légal dans quelques années et ceux qui l'ont combattue (la plupart sont des consommateurs des boissons alcoolisées et des médicaments) verra de leurs propres yeux les bénéfices miraculeux personnels et socio-économiques.

NEELKANTH DULLOO
03.05.2020



Click here to view video from **NEELKANTH DULLOO**
<https://youtu.be/D6ah0kTHi5E>

Le corona virus et l'alimentation.

L'île Maurice est un des pays champion du monde de l'hypertension et du diabète.

Il doit y avoir forcément un lien étroit entre notre alimentation et ces maladies.

Ne dit-on pas que notre alimentation est notre premier médicament?

Le matraquage publicitaire met en avant les 'fast food' comme des facilitateurs en provision de nourriture dans un monde où tout va vite comme des "souval pagla".

Il fallait que quelque chose vienne arrêter le temps pour que beaucoup de Mauriciens volent plus claire et le coronavirus est venu.



PASCAL LAROULETTE

Le coronavirus ne vient pas punir les mauriciens, il vient réveiller leur conscience et bousculer leur habitudes alimentaires.

Les mauriciens ne mangent pas de "fast food" en cette période de confinement et ils vivent bien quand même. C'est juste un bonheur de voir sur la toile cette abondance de créativité, en allant des pains et d'autres menus plus sains que les mauriciens produisent chez eux pour consommer pendant cette période de confinement. Après tout la recherche scientifique a déjà prouvé qu'il y a un lien étroit entre les maladies et la consommation de "fast food".

Le coronavirus vient remettre en question notre modèle alimentaire.

Il faut saisir cette occasion pour poser un autre regard sur la consommation des "fast food". et passer à une alimentation plus saine et plus pérenne. Une alimentation saine ne saurait passer par une autosuffisance alimentaire et la plantation des légumes, des fruits locaux, des plantes médicinales, et d'autres plantes aux multiples vertus. L'agriculture raisonnée, les "food forest", la permaculture et l'agroforestry, l'agroécologie, l'aquaponie et les potagers familiaux s'avèrent être d'excellents moyens pour arriver à cela. La bonne nouvelle est qu'il y a déjà pas mal d'initiatives dans ce sens en ce moment. Par exemple des jardins communautaires par Island Bio, l'initiative Plantons 1 millions d'arbre de la fondation Projet de Société, la permaculture par Gael Soupe et le projet « Save our common Home » du Diocèse de Port-Louis, la création de plusieurs potagers familiaux entre autres. L'appel du ministre de l'agriculture, Maneesh Gobin, au tout début du Covid 19 pour que les mauriciens plantent leur propre légumes est aussi fort louable. Répondons à cet appel en mettant aussi à contribution les savoirs et les facilités de nos institutions de l'Etat tels que FAREI, Bois et Forêt et les autres.

Il serait aussi intéressant de mettre à contribution ceux qui ont une bonne connaissance des plantes médicinales à l'instar de chercheurs comme Devina Lobine, afin d'aider les mauriciens à renforcer leur système immunitaire grâce aux plantes médicinales et aux plantes en générale. Ne l'oublions pas, nous parlons le même langage que les plantes médicinales et notre corps sait les reconnaître.

Peuple mauricien, le meilleur moment pour accélérer ce changement est maintenant.

Enrichissons nos liens avec la nature pour une meilleure alimentation et une meilleure santé.

Tenons-nous debout fièrement comme un arbre pour défendre le droit à l'abondance d'une meilleure nourriture pour le corps afin que nous puissions vivre fraternellement comme la forêt.



PASCAL LAROULETTE

03.05.2020

Agro-Ecologie 6

Autosuffisance Alimentaire

Confinés ou pas nous devons manger pour vivre et cela ne peut se faire virtuellement ! Les longues files d'attente devant les supermarchés au début du confinement et l'organisation prioritaire de distribution des vivres pour les nécessiteux ont souligné cette réalité.



ALAIN JEANNOT

Malgré son climat et son terroir favorables, l'île Maurice est un pays importateur net de produits alimentaires. En 2014 nous avons importé 77% de notre nourriture pour un montant de Rs38Milliards ! L'appréciation du dollar Américain et les difficultés économiques à venir devraient nous motiver à nous affranchir de notre dépendance sur les pays étrangers pour notre approvisionnement alimentaire.

Aussi, la volonté des autorités à adresser vigoureusement tout obstacle à la bonne santé de l'agro-industrie telle qu'elle fut exprimée le 15 Avril dernier par le Ministre de tutelle, Mahen Gobin ; mérite d'être saluée.

Nécessité de lutter contre le vol.

Affichés sur les réseaux sociaux et dans les médias, les vols de légumes et autres cultures, les uns plus spectaculaires et plus crapuleux que les autres, ne manquent pas d'interpeller. La crise sanitaire actuelle a amplifié une situation qui prévalait déjà. Ainsi mise en lumière, elle souligne l'urgence des mesures salutaires renforcées et appliquées avec rigueur.

Alors que certains cultivateurs regrettent la perte régulière de leurs produits, d'autres y laissent même leur vie. Ce n'est ni Monsieur Persand, dont le barachois a été visité pour la sixième fois le 15 Avril dernier, ni les proches de Prakash Caunhye, cultivateur de Goodlands, mortellement agressé par des voleurs dans sa bananeraie, ce 3 Avril, qui nous diront le contraire !

Comment faire l'impasse sur cette double tragédie où un planteur, las de se faire tondre, se serait jeté à bras raccourcis sur un voleur récidiviste pris en flagrant délit dans son champ de piments. Ce dernier y a perdu la vie alors que son présumé agresseur doit répondre d'une accusation de meurtre. La mise en garde des autorités aux voleurs est sans équivoque : Ils auront à faire face à la justice ! Cela est encourageant, car rien n'est plus mauvais que l'impunité, ne serait-ce que dans la perception seule.

Nous ne pouvons que souhaiter que tout soit mis en œuvre pour protéger davantage les planteurs et dissuader les voleurs. Ces derniers, toutes catégories confondues, constituent plus de 50% de la population carcérale dont 70% sont des récidivistes.

Vulgariser l'agriculture au niveau scolaire.

La détermination affichée pour faire reculer les vols est tout aussi appréciable que l'appel à un retour à la terre produisant nos propres légumes, même au niveau individuel. Valoriser les potagers peut non seulement contribuer à l'autosuffisance alimentaire mais peut aussi participer à une meilleure santé publique.

Des 846 écoles pré primaires, 318 écoles primaires, 178 collèges académiques et 111 institutions pré vocationnelles que dispose le pays, combien sont-ils à posséder un potager ? Dans le contexte actuel, ne serait-il pas souhaitable que les quelques 230,000 élèves fréquentant ces institutions soient sensibilisés à l'agriculture ne serait-ce qu'à travers leur exposition régulière à un jardin ? Et, si nous voulons aller plus loin, pourquoi ne pas relancer l'agriculture comme une option d'études prometteuse ?

Changer de mentalité

Il est regrettable que les métiers de l'agro-industrie soient méprisés par bon nombre de personnes. Est-ce aussi facile de séduire avec le slogan « Un planteur par famille » qu'avec celui de « Un gradué par famille ». Tout en sachant que le premier n'exclut pas l'autre ? Victor et Laura qui ont été cadres à l'étranger pendant de longues années ne trouvent-ils pas un immense plaisir à cultiver leurs terres à Bois Chéri depuis quelques mois ? Ils m'ont même confié que cette activité pourrait servir de plan de contingence pour leur fils, évoluant en Europe, si toutefois la malchance arrivait à toucher son emploi là-bas.

Enregistrés comme petits planteurs, ils profitent de l'air frais de leur terrain tout en s'adonnant à une activité enrichissante sur tous les plans !

Conclusion

Notre sol volcanique fertile a assuré pendant des siècles notre survie. Fécondé par la sueur de nos ancêtres et les faveurs du climat tropical, il ne demande qu'à être mis en valeur pour nous prémunir de l'impact d'une possible crise alimentaire. Lorsque les bonnes volontés citoyennes sont semées dans le terreau fécond de la détermination des autorités, la moisson ne peut qu'être abondante. Préparons ensemble l'après confinement, les enjeux demandent un réajustement car tout n'est plus comme avant. Si nous combattons les préjugés, décourageons les vols et valorisons l'agriculture à tous les niveaux, il n'y a pas de raisons pourquoi nous ne serions en mesure de produire notre propre nourriture. Ce qui soulagerait notre balance de paiement, contribuerait à la création d'emplois et assurerait une sécurité dans les temps difficiles.

ALAIN JEANNOT
03.05.2020

Affordable Agriculture

The Wuhan virus has somewhat been a blessing for growers/ planters because it taught Mauritians how important food security is, how important growing our own food is and how indispensable planters are to our population. Lately, I have been shocked by the lack of fresh fruits and vegetables at supermarkets and shocked by some of the prices.

The Wuhan virus has also shown us how useless vegetable re-sellers are in the supply chain. Re-sellers buy from planters and sell on to consumers, supermarkets or other outlets and in the process, they make huge profit margins without taking the risks that planters take. This practice is what made the price of vegetables go through the roof since Mauritius has been in confinement.



BIPIN HULMAN

The lack of vegetables is primarily due to the unwillingness of some supermarkets to deal with individual planters. As a planter, I deal with supermarkets and the ones I deal with are very open to dealing directly with planters. On the other hand, a supermarket group that I approached sometime last year made it clear that it would rather deal with a re-seller than directly with a planter. I had to force the purchasing manager to agree to a meeting with me to start with. That attitude begs the question; is the re-seller giving the purchasing manager a backhand to make sure that the re-seller is that supermarket's preferred supplier even if it means that the consumer ends up paying more?

The Wuhan virus has taught us the importance of making sure that vegetable prices are kept at an affordable level for the consumers and re-sellers clearly are responsible for the high prices of vegetables that we've seen at some supermarkets since the lockdown started.

As no laws can be enacted to force supermarkets to deal directly with planters, supermarket owners have a responsibility and a monetary incentive to deal directly with planters. Supermarkets must act to remove re-sellers from its supply chain and deal directly with planters. More and more planters now have vehicles so that vegetables can be delivered to supermarkets and more and more supermarkets have the staff and infrastructure to process the vegetables to pack the vegetable if needed. I personally, I am against the packaging of vegetables as it uses environmentally unfriendly plastics. The lesson we need to learn from what we all have been through over the past 5/6 weeks is that planters are not responsible for the exorbitant vegetable prices we have seen lately; it is the re-sellers that have been taking advantage of a very vulnerable and serious situation.

The average Mauritian has already been struggling financially by this imposed confinement and on top of that suffering, you have vegetable re-sellers adding oil to the fire.

Mauritians should no longer put up with this and some supermarket owners must step up and act accordingly and refuse to work with re-sellers and encourage planters to work directly with them.

I take my hat off to the supermarket owners that work directly with growers/planters like I as that is the way forward. Re-sellers bring NO value to our supply chain. The only value re-sellers bring to the grower/supermarket supply chain is more profit for the re-sellers and exorbitant prices for the consumers.

As we are all glued to social media at the moment, I could not help but notice discussions about abandoned agricultural land in Mauritius. What baffles me personally is the insistence of some in the association of small planters to push the 'sugar cane agenda'. I think realistically, sugar cane is a dead crop to the small planter.

The 'white boys', descendants of our colonial masters who were given swathes of land in Mauritius in the days that our land belonged to the

kings and queens of Europe have cornered the sugar cane business. They are the only sugar cane growers that grow on enough land and are able to process the sugar cane inhouse making sugar cane profitable for them. Small sugar cane planters just cannot compete and that is the reality of the situation. Small sugar cane planters should stop growing sugar cane and move to growing vegetables. I was lucky enough to attend a small planters association meeting last year at the Octave Wiehe hall at Réduit and I was shocked how the meeting was simply a political gathering to encourage small planters to vote for a particular political party. In my opinion, the food security of our people is not a political game. I was shocked at the empty and unrealistic promises that the politicians were making just to get small planters' votes.

We have to face the reality of the sugar cane business: there are countries like India and Brazil that produce sugar at much lower prices and they happen to be the biggest exporters of sugar to Europe. How can we compete with such countries? How can the government of Mauritius pay small sugar cane planters more per ton than what we can export the commodity for? As an ex investment banker, this does not make any sense to me.

The 'white boys' take their sugar cane and transform some into refined and raw sugar for export. But they also make rum, ethanol, bio fuel (bagasse). So, their income from sugar cane comes from multiple streams. But the small sugar cane planter can only grow, harvest and sell the raw material. It is ludicrous a concept for small planters to feel that they are owed more for their raw materials than what it is worth. If Mauritius is not ready for the industrial hemp industry due to their wrong and frankly backward perception about industrial hemp; the least small planters should be encouraged to do is convert their sugar cane plantations into vegetable plantations and with the help of the government, find the suitable employees to work the land. It is unacceptable that when countries like the USA, the UK, France, Canada (biggest producer in the world) and China (second biggest producer) are all going full steam ahead into the cultivation of industrial hemp by changing their pre-historic laws, Mauritius cannot see the benefit that this will bring. When will that backward herd mentality change? It is no secret that I am part of a political party called: 100% Citoyens. In the last general elections one of my political party's ideas to get our economy back on track is to start the cultivation of industrial hemp. That is the ONLY way we can create the jobs that our country desperately needs. The ONLY way to support a dying textile industry that is finding it so hard to compete with the likes of China and Bangladesh. The ONLY way to stop relying on the tourist industry to bring us much needed foreign currencies.

I will be writing a lot more about these topics in the subsequent issues of our magazine. Thank you for reading our very first issue and I look forward to some interactions with you; our readers.

BIPIN HULMAN
03.05.2020

Process Optimisation

One of the Pillars of digital transformation is Process Optimisation. In this period of covid-19, Process optimisation is key, at least for the survival of companies, but even more for a turnaround and a growth mindset later in the post covid period.



CLAREL CONSTANCE

Process Optimisation is simple to understand. Any company or government body has a set of tasks and steps defined to achieve something: this is called a process. For example, in a supermarket, a group of people is responsible to fill a number of shelves with a specific product, choose the proper placement, ensure the price is shown and ensure to order the product with their supplier when the level reaches a low threshold. This group of people can do everything manually or use IT and tools to assist them count, order, price, prepare a delivery pack and so on. Now, the more a process is optimised – that is with a portion which is automated – the more efficiency will be seen for this group of people's work, for the supermarket itself and even for customer satisfaction.

One of the offerings of our members at the Mauritius IT Industry Association (MITIA) is to help public sector bodies and companies of numerous sectors to optimise their processes. This usually starts with a review of the process, enhanced with consulting from industry specialists whenever complexity is high. Then, our proposed solutions consist of the equipment and software required to optimise. In the above "supermarket" example, there could be a software that counts the number of units sold and compares to the units on shelves, the remaining stock and those currently on order towards one or more suppliers. A camera and sensor near the shelves could feed the buyers persona and behaviour into an AI system to determine the price and best time for promotions. Our members also include technical support and training in such offerings. The main objective of process optimisation is to gain time, money, accuracy or human satisfaction or all of those!

In the old days of IT, a process optimisation engagement was always delivered as a lengthy, holistic and costly project. Depending on complexity, companies needed to approve fairly high levels of capital expenditure to engage in such projects. Due to magnitude, the risks of project failure were high as well. The agreed term used today for such projects is RPA, or Robotic Process Automation. To a large extent, RPA projects are available at a fraction of what they would have cost in the old days. Part of those solutions are now included in the common collaboration suites for email, documents, spreadsheets and cloud storage most companies use. For example, a simple email sent or received to/from a supplier for an order can be broken down into parts by an RPA system and feed an ordering software. Moreover, the cost of sensors, cameras, scanners, computers and tablets used by the system and team members have decreased to an affordable level. Cloud based RPA solutions allow projects to start quickly, to be flexible and scalable, with low initial CapEx.

Project financing also need to change. Considering equipment value as a guarantee for financing a project no longer stands. There are extremely complex projects being done today where hardware merely represents 25% of the total project value. Finance institutions will also need to change their approach to cloud-based and iterative subscription-based projects.

Our Mauritian companies in most sectors were already facing fierce international competition. This will no-doubt increase within the post Covid era and will touch our main sectors such as tourism, manufacturing, retail, agro-industry and textile. Every rupee, minute or point of human satisfaction (Customer & Employee) reaped out of efficiency is vital in order to stay in the game. An RPA project is one of the ways our MITIA members can help your company to achieve this.

CLAREL CONSTANCE
03.05.2020



Click here to view video from CLAREL CONSTANCE
<https://youtu.be/kwyvHVVDfEs>



Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Sports as a source of income without corruption

In Mauritius there are schemes for recognition and remuneration for an athlete, but the main issues is to get access to it. Only certain recognized federations are able to apply for their athlete so that they can benefit of those supports. This gives the federation monopolies which sometimes may result in chantage, intimidation and abuse of power over an athlete. There is sometime athlete who deserve those facilities don't get it just because federation simply don't like them.



RANINI CUNDASAWMY

To avoid those impartiality and unfairness the stopping monopolization of sports federation will help a lot. Federation or association/trainer and athlete must can be individually taken into consideration based on their performance. Concerning federation or association which seeks support to our local authorities there must be an investigation of their activities with photos, video proofs concerning their implication and some surprise check what's written on paper is really being done. Also, if seeking support for an athlete routine check shall be done to see if the support is really going to the mentioned athlete.

Must give more consideration to athlete who report that they have been a victim of boycotting. I've been personally victim of that in my sports career. A situation where I bring a medal for the country and federation decide to associate a coach who never trained me to get all the recognition and they boycott my trainer just because they are the federation and it were their decision. I reported the case, but was not taken into consideration and that is just one example.

Amending the sports act so that monthly income can be provided to any athlete no matter what their affiliation, organization or federation recognized or not.

It will also encourage people of all ages to practice the sports of their choice and freedom to affiliate themselves to the sports club, organization or federation of their choice. Because sometime an athlete joins an organization and then unfortunately, he or she train with the fear and doubt because the fact is sometime personal relationship matter more than performance and talent and this is due the monopoly and the of lack of transparency.

There are several types of sports:

1. The person who does sports as leisure for fun and health
2. The athlete who has a will to have a professional career in sports
3. People whose will are to help develop more their club, organization or federation
4. Sports Coach who train people for leisure
5. Sports Coach who trains athletes to be elite competitors
6. People who are specialized in sports therapist

All those people shall be taken into consideration and classified in a separated group depending on their activities and sports style.

A proposition for a strategic subvention plan for people, association of federation who are involved in sports no matter their local or international affiliation.

Creation of a sports unit in the ministry of youth and sports who will manage a license issued from the Ministry of youth and sports itself. And this license can be issued under different category.

Example: Athlete License, Sports and Leisure License, coach license, sport medicine, psychology and therapist license.

And different Scheme, according to license application

Scheme Proposed

- A. (Medical Support basic) Medial Support (doctor or therapist)
- B. (Medical Support Advance) Medial Support and psychological support
- C. Voucher to buy for sports equipment
- D. Financial Support
- E. Sponsorship for local competition
- F. Sponsorship for local and international competition
- G. Access to Management course
- H. Access to Sports medicine courses
- I. Access to first aid course
- J. Access to Natural Disaster Course
- K. Sport Medical test and certificate
- L. Sports Medical Routine Check
- M. First aid Kit
- N. Retirement Scheme

Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

Athlete License and scheme (for any athlete from any organization):

- Athlete: Those who are doing sports for competition (Novice) [A.C.I.L]
- Regional Athlete: Those who compete in regional level [B.C.I.K.E.L]
- National Athlete: Those who are doing competition on a National Level [B.C.D.E.F.I.J.K.L]
- International Athlete: Those who do international Competition (all the mention scheme above)

License can be upgraded at any time according to proof that the athlete produce if the athlete is under an association, he or she can present a letter from association for international same or the athlete can present the certificate and proof that he receive from the international bodies and the letter of local association with proof of achievement. For athletes not affiliated with a local association or federation they can present document from...their international bodies. Also, if an athlete is sure that they have been a victim of boycott and they cannot get their license upgrade inquiry shall be made.

This license give access to the registered athlete to

Sports and leisure license: [A.C.J.I.M]

Those who fall in that category will be people who do any sports as leisure. They might be training in a club for fun, leisure or just fitness, example, even playing football on the street or every morning jogging or anything else basis are eligible for the sports and leisure license.

Sports Management License: [G.I.J.D.L]

For people who own a club, an association, for executive members of the association or people who run a private sports club etc. can be eligible for a Sport Management License. If they belong to an association their application must be submitted with a support letter of their association or federation if they own their private club or school, they can submit their application together with their certificate of association etc.

Sports Club License: [E.F.M]

A direct affiliation so that sports club not affiliated with an organization can benefit of any support. For national or international competition.

Leisure Sports Coach License: [A.C.D.G.I.J.L.H.M]

For coach who train people for fitness or leisure but not competition example yoga, Thai chi, aerobics and many more as long as it he or she does not train people for the competition.

Sports Coach: For those who train athlete for competition. (All of the above mention scheme)

Sports Therapist / Medicine License: [C.H.I.J.K.L.M.N]

To be able to support the idea of Medical support we shall set up in several hospitals around the island a sports medicine unit, so people with sports injury can have adequate treatment and advices.

Registration

Those licenses will not be mandatory people will be free to register or not. If they register for a license, they can benefit the proposition above. Shall be able do registration can be done online less paperwork eco-friendly. The applicant shall get a confirmation at least 5 days after application.

A yearly license fees of Rs50 I think is reasonable. Payable by juice, bank transfer or at office.

If a registration is rejected, the applicant shall have a written notice which specify for what reason his registration has been rejected and also an appointment with the concern person to discuss why registration has been rejected and what are the possibilities to solve the issue. License can be issued in digital format by email. This will contribute to our eco system if people go to digital version.

A person shall also be able to apply for a combine license, for example, if he is an athlete and at the time managing the club or there are also some situation where there are athlete is also coach a combine license will be a better option for them.

The contribution of the Ministry of tourism to support the sport!

When an athlete is participating in an international event he or she talks about Mauritius, indirectly does a lot of advert for Mauritius so I think that Ministry of tourist can add an additional support to Athlete traveling abroad as the Athlete will be promoting the country.

Sport and Contribution to the society

Sports when being tough and practice the right way can be a powerful tool to help people in our society to stay in a good heath, change bad habits into good habits. And also contribute to lower the percentage of vagabondage, drug and domestic violence in some situation. So, encourage people to practice sport for leisure or for competition will contribute in a positive way to our society. It can also contribute decrease unemployment young people who have difficulties to find a job will be encouraged and motivated have a sports career.

A simple measure to decrease corruption and boycotting in sports

I am confident that (depenalization de la monopolization des federations sport) will eradicate "chantage", boycottage, sabotage and corruption in some sports association or federation if facing those issues. We live in a beautiful small island and I am convinced that we can have our own strategies, rules and law to support unrecognized athlete, association and federation who are working hard and doing a good job.

RANINI CUNDASAWMY
03.05.2020



Click here to view video from **RANINI CUNDASAWMY**
<https://youtu.be/zmF1MyfOob8>



Libre et Collaborative | Chroniqueurs indépendants et sans attaches pour une information alternative

The Youth Mindset. Stay Young Forever

“We are shaped by our thought, we become what we think.”- Buddha

Youths are a special group of people with strong will and passion for achieving a dream or set of goals. For different generations, youths have shown certain characteristics that distinguishes them from the rest; characteristics that have become the propelling factors for national development- zealously, curiosity, hard work, radicalism, impatient for change, and ambition among many more.



AKASH THARVESH SINGH TOWAKEL

Youths are a special group of people with strong will and passion for achieving a dream or set of goals. For different generations, youths have shown certain characteristics that distinguishes them from the rest; characteristics that have become the propelling factors for national development- zealously, curiosity, hard work, radicalism, impatient for change, and ambition among many more.

There are an estimated 1.2 billion young people aged between 15-40 in the world, with the vast majority of them residing in developing countries (Mauritius, for instance).

Youth is, on real basis, not restricted to a particular age. Everything comes from the mind, so you are as young as you think you are. An individual of 70 years may be more youthful than someone of 30 years. There is no exact age group for youth, and as such for the UN, youth falls between the age of 15-24 or varies to 18-30. However, on which ground? If it is about stamina, then Fauja Singh, aged 109 years, is still young for he holds a world record in marathon. If it is about success rate then Henry Ford and Abraham Lincoln, among many others, were still young at the age of 40 years or Charles Darwin at the age of 50. Therefore, being young is not a matter of time or a privilege. It is simply a matter of choice. Life is made up of life and death but between these two are the choices we make. We can choose to stay young forever or we can choose to age with time. It is simply a matter of thought for we are a product of our thought. It is akin to taking a pharmacologically useless sugar pill that you are told is a powerful drug for your headache or backache, and as if by magic, you suddenly feel better. “Once your mindset changes, everything on the outside will change along with it” Steve Maraboli”

There is a common belief that if people fail to be responsible or fail to achieve a certain level of success during his youth, he/ she will have a hardship during his/ her older days. If a person does not have a suitable fix job by 30 years, he is seen as a failure; if he is not married or engaged, he will be considered as old. Society’s prejudices generate or reinforce in a person, what is known as, a fixed mindset. A fixed mindset is when we believe that braininess and talents are innate and unalterable. It is the belief that if you are a failure at birth, you remain a failure your whole life. People with fixed mindset avoid challenges, they think it is hard and success is not assured, so rather than taking the risk they choose to avoid challenges and stick to their comfort zone. The root of this issue begins from the early age. Several youths have a problem when it comes to what they think about themselves, many have low esteem that they cannot map out ways to break their of their psychological prison. If you think of a certain character that defines you, you would certainly live your everyday life thinking you are that person and you cannot change.

On the contrary, a person with growth mindset accepts criticism and sees an opportunity to know one’s weakness and Achilles’ heel so he can go ahead in growing better. “Growth mindset” is the name given by psychologist Carol Dweck to the idea that intelligence can develop, and that effort leads to success. James Allen said, “Man is made or unmade by himself. In the armory of thought he forges the weapon by which he destroys himself. He also fashions the tools with which he builds for himself heavenly mansions of joy, strength and peace. By right choice and true application of thought, man ascends to divine perfection. By the abuse and wrong application of thought, he descends below the level of the beast. Between these two are all the grade of character and man is their maker and master”. Youngsters are usually more flexible and adaptive. We are less reluctant to changes and looks for opportunities. There lies the Youth Mindset; in always accepting changes and adapting with time. People who are able to keep their minds open and updated remain young for their whole life.

Nearing the end of this narrative, it is only fitting to reflect upon these words of General Douglas MacArthur, who forever captures the essence of the Youth Mindset in his statement: “Youth is not entirely a time of life; it is a state of mind. Nobody grows old by merely living a number of years. People grow old by deserting their ideals. You are as young as your faith as old as your doubts; as young as self-confidence as old as your fear; as young as your hope as old as your despair”

AKASH THARVESH SINGH TOWAKEL
03.05.2020



Click here to view video from AKASH THARVESH SINGH TOWAKEL
<https://youtu.be/-C8yMjqh-JI>

